

Décennie pour l'éducation en vue du développement durable

Bilan des pays francophones



ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

CRÉDITS

Réalisation

Fondation Monique-Fitz-Back pour le compte de l'Organisation internationale de la Francophonie

Coordination

Benoît Mercille

Recherche et rédaction

Christian Payeur et Benoît Mercille

Révision, mise en page et production

Julie Moffet

Secrétariat

Karine Gagnon

Collaboration

Lyne Gingras (CONFEMEN) et Jean Kafando (CSFEF)

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA
FRANCOPHONIE**

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA
JEUNESSE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris (France)

téléphone : +(33) 1 44 37 33 00

www.francophonie.org





Bilan de la décennie de l'éducation en vue du développement durable

Pays francophones

Contenu

Décennie pour l'éducation en vue du développement durable.....	1
CRÉDITS	2
Contexte.....	7
La Conférence mondiale de 2014 sur l'Éducation au développement durable (EDD) : un tournant pour l'EDD.....	8
Quelques rappels du bilan à mi-parcours de la Décennie.....	8
La démarche du présent bilan	9
Portrait des répondants à l'enquête.....	10
Section 1 - Les initiatives transversales significatives en Francophonie.....	12
Initiative 1 – La démarche de l'ADEA : un cadre stratégique de l'éducation pour le développement durable en Afrique.....	12
Initiative 2 – La réflexion de la CONFEMEN sur « La diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain» en lien avec le développement durable et les TIC».....	14
Initiative 3 » La chaire UNESCO « Éducation, formation et recherche pour le développement durable » et son réseau UNITWIN.....	17
Initiative 4 » Le Centre virtuel francophone en éducation au développement durable du CSFEF	20
Initiative 5 » L'ONG internationale Planèt'ERE et ses Forums.....	22
Section 2 - Les grandes tendances du développement en EDD en Francophonie.....	25
»Des modalités variées de coordination.....	26
» Une volonté commune d'intégration.....	27

»Des méthodes actives pour de futurs citoyens actifs.....	29
» Un portrait contrasté de la formation des enseignants	29
» Matériel scolaire et action des ONG.....	25
» Cinq axes d'innovation en EDD	25
Section 3 - Les syndicats et la DEDD.....	35
Conclusions et recommandations.....	39
Annexe 1 Fiches des pays.....	43
Annexe 2 Fiches des pratiques innovantes.....	76
Annexe 3 Tableau synthèse des réponses par pays.....	110
Annexe 4 Grilles d'enquête.....	111
SIGLES.....	122

Contexte

Depuis la *Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable – S'engager dans la seconde moitié de la Décennie* qui a eu lieu à Bonn (Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009, la Francophonie n'a pas ménagé ses efforts en matière de promotion de l'environnement et du développement durable. Cette conférence qui a fait le bilan à mi-parcours de la Décennie de l'éducation au développement durable (DEDD), lancée en 2005, a été aussi une occasion pour la Francophonie de resserrer la coordination de son action. Le bilan à mi-parcours de la DEDD en Francophonie, réalisé par l'IEPF avec la collaboration de ses partenaires, a été une contribution utile au renforcement de cette coordination et à l'identification des enjeux pour la poursuite de la DEDD jusqu'en 2014.

Les derniers Sommets de la Francophonie ont accordé une très grande importance à l'environnement, au développement durable et à l'éducation. Le Sommet à Kinshasa en octobre 2012 avait d'ailleurs pour thèmes *les enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale*.

La préparation et la participation actives de la Francophonie au Sommet RIO+20 illustrent une volonté bien établie d'une action concertée de la Francophonie en matière de développement durable. *L'analyse de la gouvernance du développement durable en Francophonie*, publiée par l'IEPF en partenariat avec la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi, en préalable du Sommet RIO+20, confirme que la Francophonie est bien en marche en matière de développement durable, mais qu'elle doit renforcer encore les échanges entre les pays pour consolider les démarches entreprises et en améliorer l'impact.

Cette analyse récente de la gouvernance du développement durable fait écho d'une certaine manière aux grands constats que faisait le Bilan à mi-parcours de la DEDD réalisé par l'IEPF en 2009.

Que s'est-il passé depuis? Existe-t-il des pratiques qui ont fait leur preuve et qui méritent d'être valorisées? Peut-on appuyer cet effort en recourant aux technologies de l'information et des communications? Vers quelles recommandations pratiques doit s'orienter la Conférence de clôture de la DEDD qui se tiendra à Nagoya en 2014?

C'est à ces questions que tente de répondre le présent bilan, réalisé par la Fondation Monique-Fitz-Back pour l'éducation au développement durable.

La Conférence mondiale de 2014 sur l'Éducation au développement durable (EDD) : un tournant pour l'EDD

Pour atteindre le développement durable, les réglementations politiques et les incitations financières ne sont pas suffisantes. Un changement radical s'impose, tant dans les mentalités que dans les actions à mener. La communauté internationale reconnaît depuis longtemps que pour apporter ce changement, l'éducation est cruciale.

L'EDD permet aux apprenants d'acquérir les compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être) et les valeurs nécessaires pour façonner un avenir durable. L'EDD inclut les questions clés telles que les changements climatiques et la réduction de la pauvreté. L'EDD exige par ailleurs un enseignement/apprentissage fondé sur des méthodes pédagogiques qui responsabilisent les apprenants, les incitent à participer et à agir en faveur du développement durable.

La Conférence mondiale de 2014 cherchera à atteindre les quatre objectifs suivants :

- 1. Célébrer une Décennie d'action**
- 2. Réorienter l'éducation en vue de bâtir un avenir meilleur pour tous**
- 3. Accélérer l'action en faveur du développement durable**
- 4. Définir l'agenda de l'EDD au-delà de 2014**

Quelques rappels du bilan à mi-parcours de la Décennie.

Le Bilan à mi-parcours de la DEDD réalisé par l'IFDD en 2009 indiquait quelques points forts de l'EDD en Francophonie :

- Il existe une dynamique institutionnelle bien réelle, mais qui mérite d'être renforcée;
- On constate l'importance de l'existence d'une coordination institutionnelle bien établie, liée à une vision clairement définie du développement durable et à une participation de la société civile;
- Des efforts importants ont été réalisés pour l'intégration de l'EDD au curriculum, mais ils méritent aussi une consolidation vers la salle de classe;
- On observe une dynamique locale diversifiée et un besoin de fédérer les efforts tout en fournissant un support pratique aux intervenants de première ligne.

Que s'est-il passé depuis ?

Le portail EDD du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), lancé le 5 juillet 2012, réalisé avec l'appui du Fonds francophone des inforoutes et en partenariat avec la Fondation Monique-Fitz-Back, illustre très bien le dynamisme qui anime le milieu de l'éducation de la Francophonie en matière d'EDD.

Le présent bilan s'appuie sur les orientations de la Francophonie, telles que définies dans les derniers Sommets, et s'est réalisé avec la collaboration de l'OIF, de la CONFEMEN et du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF). La réalisation de ce bilan a été confiée à la Fondation Monique-Fitz-Back pour l'éducation au développement durable qui avait aussi réalisé le bilan à mi-parcours en 2009.

La démarche du présent bilan

S'appuyant sur les acquis du bilan à mi-parcours de la DEDD, nous avons suivi la démarche suivante :

- Recension et analyse des grandes initiatives transversales en éducation au développement durable au sein de la Francophonie;
- Mise à jour du questionnaire d'enquête du bilan à mi-parcours en consultation avec les partenaires;
- En collaboration avec la CONFEMEN, envoi du questionnaire aux ministères de l'Éducation;
- En collaboration avec le CSFEF, envoi du questionnaire aux syndicats d'enseignants;
- En collaboration avec la CONFEMEN et le CSFEF, identification et analyse de pratiques exemplaires en EDD;
- Réalisation d'une fiche de 3 à 4 pages pour chaque pays comprenant les informations clés sur leurs engagements et leurs réalisations en EDD;
- Réalisation d'une fiche d'une page sur les pratiques exemplaires retenues;
- Inventaire des possibilités de formation à distance en EDD;
- Réalisation d'une analyse globale pour la formulation d'orientations pratiques.

On retrouve les grilles d'enquête utilisées en annexe 4.

Portrait des répondants à l'enquête

Nous avons reçu des réponses à notre enquête provenant des autorités de 14 pays ainsi que des réponses provenant de syndicats de l'enseignement de 15 pays. Comme l'illustre le tableau suivant, les réponses combinées de l'un et de l'autre groupe font que les résultats proviennent de 21 pays différents.

PAYS	AUTORITÉS	SYNDICATS
Burkina Faso	X	X
Burundi	X	
Congo		X
Congo RDC		X
Côte d'Ivoire	X	X
France	X	X
Gabon		X
Liban	X	
Luxembourg	X	
Nouveau-Brunswick-Canada	X	
Mali	X	X
Maroc	X	X
Maurice	X	
Niger		X
Ontario		X
Québec- Canada	X	X
Roumanie		X
Sénégal	X	X
Suisse	X	X
Togo		X
Wallonie-Bruxelles	X	

Ces pays sont du Sud comme du Nord et représentent une part non négligeable de la Francophonie agissante en matière d'EDD. En 2009, lors de la réalisation du bilan à mi-parcours de la DEDD pour la Francophonie, nous avons obtenu des réponses des autorités de 16 pays, dont 6 avec un niveau faible ou inexistant d'activité en EDD. Les réponses des syndicats provenaient de 14 pays, dont 7 avec un niveau faible ou inexistant d'activité en EDD. Le présent bilan illustre que les pays ayant répondu en 2013 sont effectivement au jeu (à une exception : le Burundi). La grande majorité des pays ayant répondu en 2013 avait répondu en 2009. Trois pays, la Côte d'Ivoire, le Luxembourg et la Suisse ont répondu en 2013 et n'avaient pas répondu en 2009.

Section 1 - Les initiatives transversales significatives en Francophonie

Pour rendre compte des avancées réelles de la Francophonie en éducation au développement durable, il s'avère pertinent de prendre en compte quelques réalisations majeures pouvant constituer autant de points de repère que de prises pour l'action future. Ces initiatives ne sont pas toutes de même nature et n'abordent pas les mêmes aspects de l'éducation au développement durable : il peut s'agir de coordination et de développement des politiques, de réseautage en recherche ou en enseignement, de forums pédagogiques, etc. Elles ont par contre en commun d'illustrer des contributions nouvelles et significatives dans l'atteinte des objectifs de la Décennie.

Les cinq initiatives qui ont été retenues	
Initiative 1	» La démarche de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) : un cadre stratégique de l'éducation pour le développement durable en Afrique.
Initiative 2	» La réflexion de la CONFEMEN : « La diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain » en lien avec le développement durable et les technologies de l'information et de la communication (TIC).
Initiative 3	» La chaire UNESCO, « Éducation, formation et recherche pour le développement durable » et son réseau UNITWIN.
Initiative 4	» Le Centre virtuel francophone en éducation au développement durable.
Initiative 5	» L'ONG internationale Planèt'ERE et ses Forums.

Initiative 1 – La démarche de l’ADEA : un cadre stratégique de l’éducation pour le développement durable en Afrique

Bien qu’elle déborde des cadres de la Francophonie, l’**Association pour le développement de l’éducation en Afrique** (ADEA) mérite une attention particulière dans cette section portant sur les initiatives transversales du bilan de la Décennie de l’éducation pour le développement durable.

Dans le cadre de la Triennale, tenue en novembre 2012, l’ADEA organisait un **atelier sur l’éducation pour le développement** : « Promouvoir le développement des connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l’Afrique ». L’atelier consistait à développer des stratégies et des mécanismes visant à promouvoir les compétences fondamentales permettant aux jeunes et aux adultes de faire une utilisation responsable et judicieuse des ressources naturelles disponibles afin d’assurer l’équité intergénérationnelle et de bâtir un avenir pacifique et prospère.

Subséquentement, un **cadre politique stratégique** a été élaboré pour mettre en œuvre les recommandations de la Triennale 2012, cadre qui fût présenté aux chefs d’État africains lors de leur Sommet de janvier 2013, autour des grandes orientations suivantes :

1. L’adoption d’une vision holistique du développement des compétences qui ouvrira des possibilités et des opportunités pour une éducation allant bien au-delà de l’école formelle ;
2. La promotion d’une approche stratégique des politiques d’éducation et de formation ;
3. Le repositionnement de l’égalité et de la qualité de l’éducation et de la formation comme base du développement en offrant des opportunités correspondant aux besoins de chacun pour réussir son apprentissage.
4. L’intégration de l’héritage culturel, linguistique, historique et spirituel de l’Afrique ;
5. La création d’une culture scientifique dans les systèmes d’éducation et de formation ;
6. La promotion de l’apprentissage tout au long de la vie ;
7. L’intégration des technologies de l’information et de la communication (TIC) dans l’éducation, la formation et l’apprentissage ;
8. La mise en place des conditions essentielles pour réussir la mise en place de réformes.

Enfin, dans les cinq prochaines années, l’ADEA veut renforcer son action dans le développement de l’éducation avec la mise en œuvre de son **deuxième plan stratégique à moyen terme (2013-2017)** visant à inciter les **ministres de l’Éducation** à s’attaquer aux principaux défis de l’éducation et à mettre en œuvre un changement de paradigme ainsi que les réformes éducatives proposées par les Chefs d’État africains lors de la Triennale 2012

« Transformer l'éducation et la formation pour permettre aux pays africains de réussir un développement durable ».

Voici un tableau résumant les orientations retenues.

Objectifs stratégiques et quelques initiatives stratégiques sélectionnées		
N°	Objectifs stratégiques	Initiatives stratégiques sélectionnées
1	Encourager les politiques, les stratégies, les pratiques et les programmes qui favorisent les connaissances, compétences et qualifications essentielles	<ul style="list-style-type: none"> » Définir et sélectionner les connaissances, compétences et qualifications essentielles » Éclairer l'élaboration de politiques, stratégies, pratiques et programmes efficaces
2	Développer et promouvoir des solutions d'éducation et de formation menées par l'Afrique pour répondre aux besoins nationaux et régionaux	<ul style="list-style-type: none"> » Faire avancer la Deuxième décennie de l'éducation de l'UA et d'autres initiatives régionales continentales sélectionnées » Encourager une plus grande sensibilisation et l'application des solutions africaines existantes
3	Encourager une plus grande utilisation des TIC pertinentes pour accélérer la transformation des approches et résultats de l'éducation et de la formation	<ul style="list-style-type: none"> » Engager les parties prenantes des secteurs de la technologie et de l'éducation dans un dialogue pour identifier des solutions TIC réalisables » Promouvoir des politiques et stratégies d'intégration des TIC ciblant les groupes et populations marginalisés
4	Profiter de l'effet de levier d'un réseau de partenaires varié et durable	<ul style="list-style-type: none"> » Diversifier la base de partenaires pour intégrer de nouvelles voix et expériences dans le dialogue politique » Accroître l'appui financier des partenaires du réseau
5	Renforcer la capacité et l'efficacité de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> » Développer et améliorer en permanence les processus » Institutionnaliser et encourager une culture interne positive

Initiative 2 – La réflexion de la CONFEMEN sur « La diversification de l’offre d’éducation de base : les grands défis pour l’école de demain» en lien avec le développement durable et les TIC»

Les réflexions de la 55^e session ministérielle de la CONFEMEN, tenue en décembre 2012, ont porté sur le thème « La diversification de l’offre d’éducation de base : les grands défis pour l’école de demain » en lien avec le développement durable et les TIC. Le document réalisé fait état de la recherche sur la question et présente des études de cas menées dans huit pays de la CONFEMEN : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Mauritanie, la République démocratique du Congo (RDC), le Sénégal, le Tchad et la Tunisie, en se fondant sur des entretiens avec une dizaine de responsables de chaque pays.

Le fait d’interroger la gestion des systèmes éducatifs, sous l’angle notamment de leur efficacité et de l’équité, fait partie de la démarche globale de l’éducation au développement durable. Ce document de réflexion et d’orientation de la CONFEMEN aborde principalement les thèmes de la diversification et de l’intégration à travers les variables institutionnelles et curriculaires. Pour chacun des thèmes traités, le document propose des « recommandations » adoptées par les ministres de l’Éducation ainsi que des « pistes de réflexion et d’action », laissant ainsi la démarche ouverte permettant de la contextualiser. En liant l’éducation au développement durable à cette réflexion, la CONFEMEN confirme une volonté d’intégration de cette préoccupation par les instances responsables de l’éducation dans les pays de la francophonie.

Selon l’UNESCO, l’éducation pour le développement durable

« (...) implique l'adoption de méthodes participatives pédagogiques visant à motiver et autonomiser les apprenants, pour qu'ils modifient leurs comportements et deviennent les acteurs du développement durable. C'est pourquoi l'éducation pour le développement durable favorise l'acquisition de compétences permettant aux apprenants de développer leur esprit critique, d'imaginer des scénarios prospectifs et de prendre des décisions communes. L'éducation pour le développement durable implique un changement en profondeur de l'enseignement tel qu'il est généralement pratiqué aujourd'hui. »¹

¹ Site de la Conférence mondiale sur l’éducation au développement durable, <http://www.unesco.org/new/fr/unesco-world-conference-on-esd-2014/resources/what-is-esd/>

Certains éléments de contexte, plus directement liés au développement durable, signalés par le document de la CONFEMEN, méritent d'être mentionnés. Ainsi, y lit-on que « le contexte éducatif fait partie d'un contexte général social, économique, culturel, mais aussi environnemental ». Ce contexte est affecté profondément par un phénomène d'accélération lié à l'activité humaine, témoignant à certains égards « d'irrespect, voire de mépris pour le monde du vivant ». Parmi ces phénomènes, on cite la recherche du profit à tout prix, la pauvreté, le sous-emploi, la remise en question des systèmes de valeurs et de la transformation des modes d'information et de communication. Dans un tel contexte, la CONFEMEN note que « ces évolutions obligent sans cesse l'école à réinterroger sa pertinence : éduquer pour quoi ? Pour quel projet de société, aussi bien au niveau local qu'au niveau global ? ».

La question des adaptations curriculaires est abondamment traitée et présente un intérêt particulier sous l'angle de l'éducation au développement durable. Si le document recommande de « donner progressivement une marge de manœuvre aux régions en matière de programme scolaire de l'éducation de base, sous le pilotage du niveau central », il mentionne aussi « qu'il est plus réaliste de recourir à des adaptations contextuelles des programmes et des outils de formation qu'à des adaptations de contenus, qui sont souvent plus lourdes ».

Dans l'évolution du curriculum, trois points sont à retenir, notamment dans la perspective de l'éducation au développement durable :

1. L'évolution du curriculum doit être accompagnée d'outils pratiques. La CONFEMEN mentionne la pertinence de créer une banque d'outils pour favoriser la transition entre le primaire et le secondaire.
2. On souligne l'importance de généraliser les « situations d'intégration », gages de plus de pertinence et d'équité, ainsi qu'une approche facilitant la compréhension de situations complexes.
3. On recommande de « promouvoir une approche curriculaire holistique et cohérente qui garantisse aux pays la capacité nécessaire pour développer leurs curriculums, en toute indépendance ».

Le regard porté sur le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) en éducation mérite aussi une attention. À bien des égards, les limitations identifiées au développement des TIC en éducation ne sont pas sans rappeler les contraintes à la diffusion de l'éducation au développement durable.

Ainsi le document de la CONFEMEN souligne : « Quelle que soit l'option pédagogique retenue, **des obstacles sont évoqués au développement des TIC dans les écoles :**

- le manque de formation des enseignants ;

- le manque de moyens et de matériels ;
- la non-disponibilité de l'énergie dans les écoles ;
- le coût du matériel ;
- l'absence d'un grand vivier de formateurs ;
- l'utilisation de l'outil non rendue obligatoire (programmes et examens et concours) ;
- l'absence de moyens pour pérenniser les activités, une fois les ressources des partenaires épuisées. » (p.72)

Le rapport termine son analyse des TIC avec un souci dans l'équité d'accès et la nécessité de valoriser les initiatives visant à rendre les TIC accessibles aux élèves, en particulier les plus vulnérables.

En ce qui concerne plus spécifiquement la préoccupation du développement durable, le rapport mentionne d'entrée de jeu qu'il se limite à sa dimension environnementale. Cela dit, il insiste pour souligner que « l'éducation en matière de développement durable doit s'inscrire dans le curriculum officiel, mais aussi dans le curriculum implanté... ». Il ne s'agit pas de se limiter à des politiques formelles, mais de voir aussi à leur intégration dans les pratiques réelles afin d'observer des changements de comportements des élèves.

Bien que les pratiques soient variables et diversifiées selon les pays, on peut observer l'intérêt pour l'interdisciplinarité et la pertinence des clubs de l'environnement pour renforcer l'impact sur les comportements des élèves. C'est donc une approche d'intégration du développement durable dans les différents programmes qui est proposée, complétée par un appui aux initiatives locales et un souci accru pour l'éducation en matière agro-sylvo-pastorale dans une perspective d'autonomie et de sécurité alimentaire.

Les recommandations concernant le développement durable se préoccupent autant des apprentissages que de la vie des établissements scolaires:

1. Intégrer la préoccupation de développement durable au sein des disciplines existantes, plutôt que d'en faire une nouvelle discipline.
2. Appuyer toute initiative locale visant le développement durable, dans toute sa diversité, en veillant toutefois à ne pas affaiblir les apprentissages fondamentaux.
3. Restaurer l'importance de l'éducation en matière agro-sylvo-pastorale dans l'éducation de base, notamment dans une perspective d'autonomie et de sécurité alimentaire.
4. Appuyer toute initiative locale visant à la fois à réaliser des économies d'énergie et de consommation d'eau au niveau des établissements scolaires ainsi qu'à favoriser l'accès à des sources d'énergie alternative, en veillant à documenter et à partager les expériences réussies.

Initiative 3 » La chaire UNESCO « Éducation, formation et recherche pour le développement durable » et son réseau UNITWIN

La chaire UNESCO « Éducation, formation et recherche pour le développement durable » et le réseau UNITWIN qui lui est associé ont pour objectif de mieux mobiliser le monde universitaire francophone afin de développer plus efficacement et plus visiblement les politiques, les capacités et les instruments se rapportant à l'éducation, à la formation, à la recherche et au transfert de connaissances se rapportant au développement durable. Bien que le présent bilan focalise sur l'enseignement primaire et secondaire, la pertinence de traiter de la chaire et de son réseau s'impose.

La démarche s'adresse essentiellement aux établissements d'enseignement supérieur qui ont un rôle majeur dans notre société : à la fois réceptacle des jeunes issus de l'enseignement secondaire et creuset des futurs acteurs de nos sociétés, ces établissements doivent renforcer leur démarche de formation continue envers les adultes, mieux participer à l'apprentissage social et s'impliquer plus concrètement dans un partenariat avec les collectivités territoriales, les entreprises et la société civile.

L'Université est particulièrement désignée pour mettre en place des coopérations afin de mieux analyser la complexité des problèmes environnementaux, socioéconomiques et culturels des pays concernés et de proposer des partenariats concernant l'enseignement, la formation et la recherche : outils et programmes pédagogiques, formations diplômantes multi-sceaux, échanges d'enseignants et de doctorants, banques de données, etc. Bref, la chaire et le réseau constituent une plate-forme de production et de transfert de connaissances.

Plusieurs objectifs spécifiques composent la première partie du projet développé dans le cadre d'un partenariat inter universitaire élargi :

1. Contribuer à la formation des formateurs au développement durable, au plan des connaissances théoriques comme de leurs applications, en prenant concrètement en compte les spécificités environnementales, socioéconomiques et culturelles des pays concernés;
2. Développer les dispositifs d'éducation et de formation sur le développement durable :
 - une formation diplômante de type Master et des stages de perfectionnement privilégiant les approches concrètes par le biais de partenariats public/privé;
 - diverses formations continues à l'intention des divers acteurs de l'État, des collectivités, des entreprises et de la société civile ;
3. Cibler la recherche en matière de développement durable, que ce soit en matière de recherche pédagogique ou de recherche

- fondamentale associée à des transferts de connaissance.
4. Veiller à une « approche institutionnelle globale » dans les universités du réseau car l'éducation au développement durable ne peut se concevoir qu'au sein d'une institution qui applique à elle-même les grands principes du développement durable, notamment par le biais des Agendas 21 d'établissement.
 5. S'intégrer aux divers réseaux de veille scientifique sur le développement durable (UNESCO, OCDE, PNUE, UNECE, AUF, IFDD, réseau des universités de la Baltique et des universités des pays de la Méditerranée et des Balkans, Environmental School Initiatives - ENSI, etc.) et diffuser les informations au sein du réseau.

Stratégie et réseau UNITWIN

Comme le préconise la Décennie 2005-2014 des Nations Unies de l'Éducation pour un Développement durable (DEED), le renforcement des échanges et des coopérations internationales entre les universités doit accroître significativement l'impact de l'éducation et de la formation au développement durable en favorisant la création, à tous les niveaux, d'un nouvel espace d'éducation, de formation et de recherche associant les pays du Nord et du Sud.

En ce sens, la mise en place d'un réseau UNITWIN francophone à l'occasion de la création d'une chaire UNESCO « Éducation, Formation et recherche pour le Développement durable », vise à favoriser la mise en œuvre d'initiatives concrètes répondant aux besoins des divers partenaires, qu'ils relèvent de l'État, des entreprises, des collectivités ou de la société civile. Ces initiatives représentent un défi que l'ensemble des acteurs et partenaires de la chaire et du réseau entend relever.

Les 3 et 4 Juin 2010, s'est tenu à Bordeaux la 1ère conférence du Réseau des universités francophones pour l'éducation, la formation et la recherche pour le développement durable. Cette réunion a été un succès grâce à la participation des responsables des universités membres du réseau appartenant à 17 pays francophones.

Les principaux thèmes touchant à l'éducation, à la formation et à la recherche ont été abordés afin de dégager des **actions prioritaires** et **élaborer la stratégie 2010-2014 de la chaire UNESCO et du réseau UNITWIN** et, plus particulièrement :

1. Suivi des travaux des universités en matière d'éducation, de formation et de recherche pour le développement durable du réseau
2. La gestion durable des campus en liaison avec le programme national des Universités et des Grandes Écoles : le référentiel Plan Vert

3. La formation initiale et continue au développement durable avec la création d'un certificat universitaire de niveau licence (undergraduate) et d'un diplôme universitaire de niveau maîtrise (postgraduate)
4. L'élaboration et la diffusion des documents et d'outils pédagogiques numériques dans le cadre d'un partenariat avec l'Université numérique environnement et développement durable-UVED;
5. La recherche en didactique et pédagogie sur le développement durable en association avec les écoles normales supérieures (ENS) de Lyon et de Cachan/Paris.
6. La préparation de la conférence mondiale finale de la Décennie de l'éducation pour le développement durable (Nagoya, Japon, nov. 2014), la chaire UNESCO étant en charge de la synthèse des travaux et propositions pour l'enseignement supérieur français et francophone.

Ces informations sont disponibles sur le site de la chaire UNESCO francophone : www.developpement-durable-bordeaux.fr

Initiative 4 » Le Centre virtuel francophone en éducation au développement durable du CSFEF

Avec la contribution de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) a travaillé avec la Fondation Monique-Fitz-Back pour l'éducation au développement durable à la création du Centre virtuel francophone en éducation au développement durable, qui se veut un centre de ressources pédagogiques en éducation au développement durable.

L'objectif de CSFEF, en développant ce portail sur l'Éducation au développement durable, est de créer un centre virtuel de ressources pédagogiques, de favoriser l'échange et le partage des expériences pédagogiques et du matériel pédagogique réalisés par le personnel enseignant et les organismes locaux, de développer la formation à distance en appui à l'action des organisations concernées (syndicats, instituts de recherche et de formation, ministères de l'Éducation nationale, ONG, etc.) pour la prise en compte de l'éducation au développement durable au sein des différents systèmes éducatifs de la Francophonie.

Plus spécifiquement, le centre virtuel a pour objectif de :

- Recenser et diffuser le matériel pédagogique et didactique existant, particulièrement le matériel produit localement,
- Renforcer le partage de contenus des sites des syndicats du réseau CSFEF sur la question de l'EDD pour en faire un véritable outil pour chaque pays de la francophonie,
- Permettre le développement de contenus en EDD sur le site de chaque syndicat participant en lien avec le portail CSFEF,
- Diffuser les pratiques exemplaires et favoriser l'échange d'expériences entre pairs,
- Valoriser et diffuser les expériences de coopération en EDD,
- Favoriser le développement de la coopération en la matière,
- Développer et diffuser du matériel pédagogique et didactique,
- Établir des liens entre les ressources existantes en développement durable et le milieu éducatif en faisant état des réalisations au niveau local,
- Informer sur les évènements en éducation au développement durable au sein de la Francophonie.
- S'associer à différents projets de diffusion et de formation en Francophonie.

Ce portail EDD sur le site du CSFEF est animé par le Centre de Ouagadougou du CSFEF. C'est aussi le Centre de Ouagadougou qui est responsable du développement du contenu en EDD sur les sites des syndicats de l'enseignement, en lien avec le portail CSFEF pour le développement d'une communauté de pratique, ainsi que de la création d'un réseau de répondants en EDD, couvrant l'ensemble des syndicats participants au CSFEF.

Le site vise à rejoindre prioritairement les pédagogues actifs en EDD au niveau local, via les organismes agissant en appui au personnel de l'éducation, au premier titre les syndicats, mais aussi les ONG et les Instituts de recherche et de formation.

Il vise de plus à valoriser et à diffuser les réalisations pédagogiques locales ainsi qu'offrir des ressources pédagogiques pertinentes et un cadre d'apprentissage coopératif entre les syndicats, les pédagogues et les organismes.

Il vise enfin à favoriser les liens avec les réalisations des organismes préoccupés d'éducation au développement durable au sein de la Francophonie, y inclus l'OIF, l'IFDD et la CONFEMEN.

On peut consulter le site à : <http://edd.csfef.org/>.

Initiative 5 » L'ONG internationale Planèt'ERE et ses Forums

Le « mouvement » Planèt'ERE a trouvé son origine au Québec au début des années 90. Il est né de la volonté de l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE) et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ, anciennement la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)), de réunir à Montréal les acteurs qui œuvrent dans l'éducation relative à l'environnement et qui ont le Français en partage.

Une première rencontre organisée par ses fondateurs a eu lieu en novembre 1997 à l'Université du Québec à Montréal puis, trois autres forums suivirent, en France (2001) sous la responsabilité du Collectif Français pour l'Éducation à l'Environnement (CFEE), au Burkina Faso (2005) à l'initiative de la Fondation Nature et Vie (FNV) et au Cameroun (2010) avec l'ONG Volontariat pour l'Environnement (VPE).

Suite à une démarche informelle initiée en 2001, l'ONG internationale Planèt'ERE était créée à Paris en 2004, dans le but de pérenniser ce réseau francophone des acteurs de l'éducation à l'environnement. L'organisme a pour mission d'encourager le développement et la promotion de l'éducation à l'environnement vers le développement durable afin que celle-ci serve de moteur à l'amélioration de la qualité de vie de tous les êtres humains qui peuplent la planète.

Le forum Planèt'ERE 5 a eu lieu au Maroc (juin 2013) sous le thème de « Partage, synergie : leviers pour l'éducation à l'écocitoyenneté planétaire ».

Bien qu'à la demande de certains participants au forum Planèt'ERE 1 que quelques stages de trois jours précédant le forum soient organisés par des ONG en région, c'est le CFEE qui a donné au forum Planèt'ERE sa structure actuelle en deux phases : une phase régionale réunissant un nombre plus restreint de participants dans différentes localités régionales, suivie d'une phase nationale ouverte à l'ensemble des participants. Il y a eu 11 forums régionaux au Maroc en 2013.

Les objectifs des Forums, qui se déroulent aux quatre ans, sont :

- Mobiliser les acteurs œuvrant en éducation relative à l'environnement et convaincus que l'éducation est la seule voie qui conduit aux changements de comportement des humains pour un avenir plus viable des sociétés;
- Encourager la recherche en éducation relative à l'environnement et communiquer les informations sur cette recherche, afin qu'elle serve à développer l'esprit critique des acteurs de terrain;
- Servir de lieu d'échanges pour discuter des questions d'éducation

relative à l'environnement dans leurs dimensions pédagogiques, juridiques, économiques, culturelles, éthiques, sociales et politiques, aux niveaux régional, national et local;

- Développer des outils d'information pour apporter un soutien aux acteurs en Éducation relative à l'environnement;
- Intervenir auprès des gouvernements et des organismes internationaux afin de faire adopter des politiques nationales en matière d'éducation relative à l'environnement.

En 2010, l'ONG Planète'ERE a lancé le Réseau des écoles Planète'ERE. Au fil des années ce réseau n'a cessé de grandir. Il comptait au 1^{er} novembre, 280 écoles de 26 pays. L'objectif du projet consiste à mettre en communication deux écoles francophones de même niveau afin de leur permettre d'échanger sur les réalisations environnementales des élèves et des efforts accomplis pour faire des de ceux-ci de meilleurs éco citoyens.

On peut obtenir plus d'information sur les activités environnementales de l'ONG Planète'ERE sur le site : <http://www.planetere.org/index.php3>.

Section 2- Les grandes tendances du développement de l'EDD en francophonie

Quelques grandes tendances se dégagent des informations reçues des différents pays en matière de déploiement de l'éducation en vue du développement durable :

Les tendances du développement de l'éducation en vue du développement durable en francophonie	
Tendance 1	» Des modalités variées de coordination Au plan de l'organisation formelle de la coordination et de la mise en œuvre, il n'existe pas un modèle bien défini commun à chaque pays. On observe plutôt une diversité d'approches adaptées au contexte de chaque pays.
Tendance 2	» Une volonté commune d'intégration On constate une orientation commune visant l'intégration et la prise en compte du développement durable dans les différents programmes de formation comme dans les domaines généraux de formation. L'idée de durabilité est toujours présente, même si dans plusieurs pays elle se réalise surtout à travers les enjeux environnementaux, alors que d'autres pays abordent d'emblée les différentes facettes du développement durable.
Tendance 3	» Des méthodes actives pour de futurs citoyens actifs La volonté de former des citoyens capables de composer avec la complexité et l'importance des enjeux contemporains influence l'évolution des curriculums. Elle guide l'évolution des approches pédagogiques à travers la promotion de méthodes actives et la création d'espaces pour la réalisation de projets intégratifs. Dans le même esprit, on accorde souvent une importance à la possibilité de prise en compte des contextes locaux.
Tendance 4	» Un portrait contrasté de la formation des enseignants Le portrait de la formation des enseignants s'avère plus contrasté. Au plan formel, l'intégration de la préoccupation du développement durable dans la formation initiale des enseignants est soit réalisée, soit en voie de l'être. La création de modules spécifiques, la diffusion de guides ou de feuillets électroniques dans certains pays illustrent un besoin encore souvent inassouvi pour la mise en œuvre de l'EDD. En formation continue, la création d'unités spéciales ou d'équipes ambulantes constitue une expérience à suivre, tout comme la création en Suisse de l'agence éducation ²¹ .

<p>Tendance 5</p>	<p>» Matériel scolaire et action des ONG La production de matériel scolaire officiel n'est pas en phase avec la volonté d'intégration du développement durable. Les pays ou gouvernements faisant état de ressources pédagogiques nombreuses l'associent à la présence d'ONG particulièrement actives dans ce domaine. Par contre, plusieurs pays font état de l'insuffisance de ressources en français. Quelques pays vont répondre au besoin en produisant guides ou cahiers d'activités.</p>
<p>Tendance 6</p>	<p>» Cinq axes d'innovation en EDD L'innovation en EDD emprunte plusieurs chemins, desquels on peut dégager cinq grands types d'initiatives : les actions de réseautage, l'appui à l'engagement des jeunes et à l'entrepreneuriat, le développement de matériel pédagogique, les actions thématiques, le recours aux TIC ainsi qu'aux médias.</p>

Abordons chacune de ces tendances plus en détail.

Tendance 1 » Des modalités variées de coordination

La coordination de la Décennie ou plus globalement du déploiement de l'EDD connaît des modalités variées selon les pays. Dans certains cas, un comité interministériel s'occupe de l'EDD. Ailleurs, un comité gouvernemental inscrit l'EDD à travers la préoccupation globale du développement durable. À Maurice, un comité sur l'EDD a été constitué au sein de l'instance de coordination du développement durable. Nonobstant les différentes modalités de coordination, une majorité de pays inscrit son action en EDD à travers une stratégie globale de développement durable.

D'autres pays ont choisi une instance plus informelle ouverte à la société civile. Au Nouveau-Brunswick (Canada), on en a fait une occasion de réseautage avec les ONG. Les pays d'Afrique de l'Ouest vont aussi insister sur les liens avec les communautés locales. De fait, comme notamment au Québec, en France ou en Belgique, une large place est faite à l'initiative des ONG. En Suisse, depuis janvier 2013, la coordination du déploiement de l'EDD a été confiée à l'agence éducation21, à laquelle participent les autorités éducatives et la société civile.

De nombreux pays ont établi des liens avec la commission nationale de l'UNESCO de leur pays, comprenant une participation au comité de coordination de l'EDD. Au Québec, cette collaboration passe par le Réseau des écoles associées de l'UNESCO, alors que le Sénégal collabore avec l'UNESCO dans le cadre des écoles vertes.

Tableau 1 : Participation au comité national Décennie et au Comité ONG		
PAYS	Comité national Décennie	Comité ONG
Burkina Faso	Oui	Oui, inclus dans comité national
Côte d'Ivoire	Non	Non
France	Oui	Jusqu'en 2008
Liban	Oui	Oui
Luxembourg	Oui, comité ministériel	Non
Nouveau-Brunswick-Canada	Oui	Oui
Mali	Oui	Non
Maroc	Non	Oui
Maurice	Non, mais un comité Maurice, Ile durable	Oui, un groupe de travail éducation
Québec-Canada	Non, mais coordination pancanadienne	Non
Sénégal	Non	Groupe informel et association société civile
Suisse	Oui, comité ministériel	Création de l'agence éducation21
Wallonie-Bruxelles	Non mentionné	Non mentionné

Tendance 2 » Une volonté commune d'intégration

Une orientation très largement partagée favorise l'intégration de l'EDD à travers le curriculum existant, avec le souci explicite de mieux contribuer à la formation de citoyens actifs, capables de composer avec la nouvelle complexité de monde.

Aucun cours d'éducation au développement durable n'a été créé pour l'éducation de base. Il est plutôt noté que, pour chaque niveau, chaque matière est mise à contribution pour traiter de développement durable. Certains pays vont aussi assurer cette intégration par le développement de compétences transversales, comme au Mali, ou au sein des domaines généraux de formation, comme au Québec.

Une diversité de thèmes, reliés aux enjeux environnementaux et particulièrement aux changements climatiques, sont traités dans une

perspective de durabilité. À l'instar du Luxembourg et de la Suisse, certains pays intègrent d'autres thèmes qui renvoient à la perspective du développement durable (vivre ensemble, démocratie, solidarité, etc.). Le Nouveau-Brunswick (Canada) fait état d'une préoccupation particulière à l'égard des réalités autochtones. Sur cet aspect, on peut aussi consulter la fiche suivante (en annexe) sur des pratiques innovantes :

FICHE 6 : Introduction des nouvelles matières (l'Éducation sur l'Entreprenariat).

Tableau 2 : Intégration de l'EDD à travers la formation existante			
PAYS	Plan d'action DEDD	Stratégie nationale	Collaboration UNESCO
Burkina Faso	Oui	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	Non	Non	Non
France	Oui	Oui	Oui
Liban	Oui	Oui	Oui
Luxembourg	Oui	Oui	Non mentionné
Nouveau-Brunswick (Canada)	Oui	Oui	Oui
Mali	Non (contexte de crise)	Non	Oui
Maroc	Oui, par ONG	Oui par Projet	Oui
Maurice	Oui	Oui	Oui
Québec- Canada	Pas de plan spécifique Décennie	Oui	Non mais participation aux Écoles associées de l'UNESCO
Sénégal	Non	Oui	Oui
Suisse	Oui, Plan 2007-2014	Oui	Non mentionné
Wallonie-Bruxelles	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné

Tendance 3 » Des méthodes actives pour de futurs citoyens actifs

L'action en EDD inclut généralement une préoccupation pédagogique visant tant l'intégration des savoirs que le développement des compétences requises pour que les jeunes deviennent des citoyens actifs.

Plus spécifiquement, on parle de l'importance de prévoir des espaces pour la réalisation de projets intégratifs et le recours à des méthodes actives, souvent à travers les réformes du curriculum. Ces projets intégratifs rejoignent la préoccupation, souvent exprimée en Afrique de l'Ouest, de s'arrimer aux préoccupations locales et de développer des projets d'écoles.

La collaboration Nord-Sud, somme toute peu développée en matière d'EDD, procède la plupart du temps à travers des projets dirigés par des ONG ou à

l'initiative d'écoles. On relève aussi une préoccupation de relier l'EDD et l'utilisation des technologies numériques, par exemple avec le projet Sankoré, lancé à Maurice en 2011.

Sur le projet Sankoré, on peut consulter la fiche suivante (en annexe) :

FICHE 7 : Projet Sankoré.

Tableau 3 : Réformes et intégration de l'EDD		
PAYS	Liens EPT, OM et DEDD	Intégration Programme
Burkina Faso	Pas explicitement	Oui
Côte d'Ivoire	Non mentionné	Oui
France	Oui	Oui
Liban	Oui	Oui, des modules
Luxembourg	Oui	Oui, en cours
Nouveau-Brunswick-Canada	Oui	Oui
Mali	Oui	Oui
Maroc	Oui	Oui
Maurice	Oui	Oui
Québec- Canada	Non	Oui
Sénégal	Oui, implicitement	Oui
Suisse	Oui	Oui
Wallonie-Bruxelles	Non	Oui

Tendance 4 » Un portrait contrasté de la formation des enseignants

Le portrait de la formation des enseignants s'avère plus contrasté. Au plan formel, l'intégration de la préoccupation du développement durable dans leur formation initiale est soit réalisée soit en voie de l'être. Au Québec, cette intégration se fait à travers un mécanisme formel existant d'accréditation des programmes de formation des enseignants. Au Sénégal et à Maurice, l'intégration se réalise avec la création de modules spécifiques (consultez la fiche de ces pays en annexe).

La diffusion de guides ou de feuillets électroniques dans certains pays illustre un besoin encore souvent inassouvi pour la mise en œuvre de l'EDD, allant au-delà de la formation formelle pour atteindre les pratiques réelles d'enseignement. En formation continue, on peut constater qu'il s'agit encore d'un défi à relever.

De ce point de vue, la création d'unités spéciales ou d'équipes ambulantes constitue une expérience à suivre, notamment à travers l'action de Maurice.

Le Maroc est le seul pays à avoir fait état d'une préoccupation marquée pour la formation des cadres. A ce propos, on peut consulter les fiches suivantes :

FICHE 28 : Badra : renforcement des capacités des cadres et des centres d'éducation à l'environnement au Maroc

FICHE 30 : Formation des directeurs des établissements scolaires

FICHE 32 : Programmes éducatifs de la SPANA

Tableau 4 : Formation initiale et continue des enseignants		
PAYS	Formation initiale des enseignants	Formation continue des enseignants
Burkina Faso	Oui	Oui, diffusion de guides
Côte d'Ivoire	Non mentionné	Non mentionné
France	Oui	Oui
Liban	Oui	Non
Luxembourg	Oui	Oui
Nouveau-Brunswick-Canada	Non mentionné	Oui, mais toujours un défi
Mali	Oui	Oui
Maroc	Non	Oui
Maurice	Oui	Oui
Québec- Canada	Oui	Oui, localement
Sénégal	Oui, de façon parcellaire	Non
Suisse	Oui	Oui
Wallonie-Bruxelles	Oui, réforme en cours	Oui

Tendance 5 » Matériel scolaire et action des ONG

Malgré une action soutenue au niveau des programmes de formation, la production de matériel scolaire officiel n'est pas en phase avec la volonté d'intégration du développement durable. Le Liban et Maurice ont accompagné leurs réformes des programmes d'une offre conséquente de matériel scolaire, mais le Liban constate que le matériel développé en 2008 a besoin d'une mise à jour.

Les pays ou gouvernements, notamment le Québec, la France et la Belgique, faisant état de ressources pédagogiques nombreuses, l'associent à la présence d'ONG particulièrement actives dans ce domaine. L'initiative du Luxembourg avec la Charte de l'EDD se distingue en fournissant un cadre commun aux ONG engagées en EDD. Par ailleurs, plusieurs pays font état de l'insuffisance de ressources en français. Quelques pays vont répondre au besoin en produisant guides ou cahiers d'activités (le Burkina Faso et le Mali).

Plusieurs projets innovateurs (fiches en annexe) ont été mentionnés sur ce thème et intègrent la production de matériel pédagogique :

- **FICHE 1** : Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète »
- **FICHE 3** : Introduction des Technologies de l'information et de la Communication à l'École (TICE)
- **FICHE 4** : Éducation aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté (EDHC)
- **FICHE 6** : Introduction des nouvelles matières (l'Éducation sur l'Entrepreneuriat)
- **FICHE 9** : Réseau EDD (Charte de l'EDD)
- **FICHE 16** : Science et biodiversité : Vigie Nature École
- **FICHE 17** : Le voyage de Lella, au cœur de la réserve naturelle du Boundou
- **FICHE 20** : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (1)
- **FICHE 21** : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (2)
- **FICHE 22** : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (3)
- **FICHE 23** : Les cahiers du développement durable
- **FICHE 24** : L'éducation relative à l'environnement et au développement durable
- **FICHE 26** : Création de l'Agence et du site éducation21
- **FICHE 33** : Programme des éco-écoles

Tableau 5 : Matériel scolaire et pratiques innovantes des ONG		
PAYS	Matériel pédagogique	Pratiques innovantes
Burkina Faso	Oui, programme et guides	Oui
Côte d'Ivoire	Non mentionné	Oui
France	Oui	Oui
Liban	Oui, mais mise à jour requise	Non
Luxembourg	Oui, mais insuffisance matériel francophone	Oui
Nouveau-Brunswick-Canada	Oui, mais insuffisance matériel francophone	Oui
Mali	Oui, guides et cahiers	Oui
Maroc	Oui	Oui
Maurice	Oui	Oui
Québec- Canada	Oui, guide en élaboration	Oui

Sénégal	Oui	Oui
Suisse	Oui	Oui
Wallonie-Bruxelles	Pas de matériel officiel mais offre des associations	Oui

Tendance 6 » Cinq axes d'innovation en EDD

Nous avons interrogé les pays sous deux angles en matière d'innovation. La première question demandait de faire état des innovations en EDD et une autre demandait de décrire les expériences les plus significatives. Tous les pays ayant répondu à l'enquête ont mentionné une ou plusieurs innovations. On retrouvera en annexe 2 une fiche pour chacune des innovations soumises. Pour l'instant, présentons les grandes tendances qui se dégagent en matière d'innovation.

L'innovation en EDD emprunte plusieurs chemins mais on peut dégager cinq grands types d'initiatives : les actions de réseautage, l'appui à l'engagement des jeunes et à l'entrepreneuriat, le développement de matériel pédagogique (précédemment traité), les actions thématiques, puis le recours aux technologies de l'information et des communications ainsi qu'aux médias.

Ainsi, parmi les **actions de réseautage**, on retrouve cette préoccupation au Québec, en Belgique, à Maurice, sans compter les initiatives du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) et de l'ONG Planèt'ERE. Le Sénégal fait aussi état d'un maillage avec le milieu artistique. On peut consulter les fiches des pratiques innovantes suivantes :

- **FICHE 1** : Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète »
- **FICHE 7** : Projet Sankoré
- **FICHE 9** : Réseau EDD
- **FICHE 11** : Établissements Vert Brundtland (EVB)
- **FICHE 12** : Colloque en écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec
- **FICHE 18** : Éduquer au développement durable et à la solidarité internationale, leçons d'expériences du projet des Alpes au Sahel
- **FICHE 24** : L'éducation relative à l'environnement et au développement durable
- **FICHE 25** : L'environnement, c'est l'affaire de tous!
- **FICHE 26** : Création de l'Agence et du site éducation21
- **FICHE 29**: Organisation de Planèt'ERE 5

L'appui à l'engagement des jeunes et à l'entrepreneuriat fait l'objet d'actions spécifiques et d'évènements notamment en France, au Luxembourg, à Maurice, au Nouveau-Brunswick et au Québec. Certains projets intègrent une préoccupation explicite pour la formation de jeunes leaders, d'autres se traduisent en campagne de sensibilisation et de mobilisation. On peut consulter les fiches suivantes (en annexe) :

- **FICHE 1** : Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète »
- **FICHE 2** : L'opération « Prenons soin de la planète » adressée aux jeunes du primaire et du secondaire des pays sur les changements climatiques
- **FICHE 6** : Introduction des nouvelles matières (l'Éducation sur l'Entrepreneuriat)
- **FICHE 9** : Réseau EDD
- **FICHE 11** : Établissements Vert Brundtland (EVB)
- **FICHE 12** : Colloque en écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec
- **FICHE 13** : École communautaire entrepreneuriale Blanche-Bourgeois
- **FICHE 14** : E3D
- **FICHE 15** : Projets académiques
- **FICHE 18** : Éduquer au développement durable et à la solidarité internationale, leçons d'expériences du projet des Alpes au sahel
- **FICHE 19** : Production de 20 vidéos
- **FICHE 22** : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire
- **FICHE 25** : L'environnement, c'est l'affaire de tous!
- **FICHE 33**: Programme des éco-écoles
- **FICHE 34**: Programme des jeunes reporters pour l'environnement

Le travail de production de **matériel pédagogique** (précédemment traité) est complété d'intervention portant sur des **thématiques spécifiques**, touchant différents aspects du développement durable. On retrouve ce type de projets dans les fiches suivantes :

- **FICHE 1** : Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète »
- **FICHE 2** : L'opération « Prenons soin de la planète » adressée aux jeunes du primaire et du secondaire des pays sur les changements climatiques
- **FICHE 4** : Éducation aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté (EDHC)
- **FICHE 20** : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire

- **FICHE 25** : L'environnement, c'est l'affaire de tous!
- **FICHE 27**: Éduquer pour s'adapter aux changements climatiques!!
- **FICHE 31**: Programme national de réhabilitation des écoles rurales

Il existe aussi une volonté de **recourir aux TIC dans la diffusion de l'EDD**. Le projet Sankoré, lancé à Maurice, l'appui à des sites ressources en France, en Belgique, au Luxembourg, l'appui au développement des TIC en Côte d'Ivoire, l'action du syndicat FSE Spiru Haret en Roumanie et d'autres initiatives contribuent à cette tendance. Plusieurs pays ont aussi fait des efforts précis pour susciter la couverture des grands événements en EDD par les médias. Maurice a aussi mentionné la diffusion d'une émission quotidienne de 3 minutes, ECOTV, sur les préoccupations de développement durable. À ce propos, on peut consulter les fiches suivantes :

- **FICHE 3** : Introduction des Technologies de l'information et de la Communication à l'École (TICE)
- **FICHE 5** : Initiative francophone de formation à distance des maîtres
- **(IFADEM)/UNESCO CFIT**
- **FICHE 7** : Projet Sankoré
- **FICHE 10** : BNE.lu
- **FICHE 19** : Production de 20 vidéos
- **FICHE 26** : Création de l'Agence et du site éducation21

Section 3 - Les syndicats et la DEDD

Suite à l'envoi d'un questionnaire auprès des organisations membres du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), nous avons obtenu des réponses de 17 syndicats de l'enseignement provenant de 15 pays distincts. Le tableau 6 présente une synthèse des réponses obtenues

Tableau 6 : Réponses des syndicats de l'enseignement						
Pays	Syndicat	Participation Comité national	Projets pour la DEDD	Réalisation projet DEDD	Bilan de la DEDD	Projets 2009-2014
Burkina Faso	SNEAB	Non	Oui	Oui	Satisfait	Non
Burkina Faso	SNESS	Oui, comité intersyndical	Oui	Oui	Non satisfait	Oui
Congo	FETRASSIC	Non	Non	Non	Ne sait pas	Non, mais nouveau curriculum
Congo RDC	SYECO	Non	Non	Oui	Peu d'impacts pratiques	Intégration peu répandue
Côte d'Ivoire	SNEPCCI	Oui	Oui	Oui	Positif	Engagement des jeunes en environnement
Côte d'Ivoire	SYNESCI	Non	Oui	Oui	Peu d'actions	Oui, plan de développement
France	SNUIPP-FSU	Non, mais CFEEDD	Non	Non	Non	Non
Gabon	SENA	Non	Non	Non	Intégration par thèmes	Non
Mali	SNEC	Non	Oui	Oui	À faire	Oui électrification et déchets
Maroc	SNE-FDT	Non	Non	Non, en développement	En cours	En projet
Niger	SNEN	Oui	Oui	Oui	Progrès accomplis, curriculum, direction Éducation nationale	Projets du Conseil national de l'environnement pour un développement durable (eau et assainissement) et site Web syndical
Ontario	AEFO	Non	Non	Non	Non	Oui, réforme du curriculum
Québec	CSQ	Non	Oui	Oui	Progrès mais problème de financement	Oui, développement EVB

Roumanie	FSE Spiru Haret	Oui	Oui	Oui	Une stratégie nationale EDD	Une stratégie nationale Développement durable
Sénégal	SNELL/CNT S	Oui	Oui	Oui	En cours	Oui, développement de la Casamance
Suisse	SER	Non	Oui	Non, mais participa à Éducation 21	Bilan très favorable	Poursuite des mesures entreprises
Togo	FESEN	Non	Oui	Oui	Oui pour éducation, genre, population et santé	Oui intégration au programme scolaire

Signalons quelques grands constats que nous pouvons faire :

1. Seulement quatre syndicats ont participé à un comité national de la Décennie de l'éducation en vue du développement durable. Concernant ce type de participation, il s'agit donc de l'exception plutôt que de la règle.
2. À l'inverse, 12 des 17 syndicats ayant répondu à l'enquête ont participé à des comités d'ONG et à des projets dans le cadre de la Décennie et/ou ont réalisé eux-mêmes un projet dans le cadre de la Décennie. L'association formelle à un comité national de la Décennie ne présume pas du degré de dynamisme des organisations syndicales. Leur participation à la décennie s'est réalisée à travers des projets qui ont été soit menés en collaboration avec les autorités ministérielles, soit en association avec des ONG ou tout simplement sur leur propre base. Nous y reviendrons.
3. Le bilan qui est fait de la Décennie par les organisations syndicales de l'enseignement est moins homogène. Certes, un noyau important (6 syndicats) est satisfait ou positif face aux résultats de la Décennie. Cinq autres n'ont pas d'idée à ce sujet ou n'ont pas complété leur évaluation. Trois syndicats mentionnent, pour leur part, que les actions entreprises ont eu peu d'impacts alors qu'un seul se déclare carrément insatisfait. C'est donc dire que s'il y a une attitude relativement positive face à la Décennie, il existe aussi des attentes importantes qui ne sont pas comblées.

4. Dans la même logique, plusieurs font état d'initiatives entreprises dans la deuxième moitié de la Décennie, dont on peut généralement croire qu'elles donneront des résultats au-delà de la Décennie en 2014.

Pour bien comprendre la portée de l'action de ces syndicats en matière d'EDD, il faut examiner plus à fond les projets dans lesquels ils se sont engagés, à titre de partenaires ou de responsables.

Tableau 7 : L'engagement des syndicats de l'enseignement		
Pays	Syndicat	Engagements
Burkina Faso	SNEAB	Le SNEAB a développé une section EDD sur son site Internet. Il a formé un réseau de treize répondants régionaux en EDD. Le SNEAB est aussi actif dans les projets du CSFEF.
Burkina Faso	SNESS	Le SNESS a un comité EDD et a réalisé un programme de formation de ses membres. Il participe aux projets du CSFEF et est associé à plusieurs projets en émergence.
Congo	FETRASSIC	Le FETRASSIC est actif dans les projets du CSFEF.
Congo RDC	SYECO	Le SYECO a participé à l'intégration de l'EDD au primaire. Il identifie un besoin urgent en gestion des déchets.
Côte d'Ivoire	SNEPPCI	Le SNEPPCI a organisé un séminaire sur l'EDD pour ses membres.
Côte d'Ivoire	SYNESCI	Le SYNESCI a un plan d'action visant le renforcement des capacités en EDD et participe aux activités du CSFEF.
Mali	SNEC	Le SNEC a un comité syndical EDD et a un important projet de développement d'écoles vertes. Il participe aussi à un programme de plantation d'arbres.
Niger	SNEN	Guide en ERED, formation de formateurs, ateliers de formation, rubrique sur le site WEB, projet d'écoles vertes avec la CSQ
Maroc	SNE-FDT	Projet en cours de développement.
Ontario	AEFO	Suivi de la réforme du curriculum.
Québec	CSQ	De 2005 à 2013, le nombre d'Établissements verts Brundtland est passé de 500 à 1400. La CSQ a organisé, avec ses partenaires, un Carrefour de la citoyenneté responsable, dans le cadre de la DEDD de 2005 à 2009. En 2010, 2011 et 2012, la CSQ a organisé de grands colloques en EDD. En 2013, un grand rassemblement EVB a souligné les 20 ans des EVB.
Roumanie	FSE Spiru Haret	Un projet avec la Fondation Soros pour la préparation de formateurs pour les TIC
Sénégal	SNELL/CNTS	En plus de son comité syndical EDD, le SNELL

		développe un projet d'écoles vertes contre la dégradation des milieux de vie, pour l'amélioration du cadre de vie des écoles et pour l'engagement communautaire des jeunes.
Suisse	SER	Après avoir participé à l'évolution de la Fondation Éducation et développement, le SER a participé à la création de l'Agence Education21 dont la mission est le soutien au développement de l'EDD en Suisse.
Togo	FESEN	Le FESEN est actif dans les projets du CSFEF.

Quatre faits marquants sont à mettre en évidence :

1. À l'instar du succès obtenu par la Centrale des syndicats au Québec avec son réseau des Établissements verts Brundtland (EVB-CSQ), d'autres syndicats s'engagent dans ce type de réseautage visant le renforcement des capacités des écoles en EDD.
2. L'action du CSFEF a un effet multiplicateur dans de nombreux pays africains, notamment par la formation de comités EDD au sein des syndicats et la formation des enseignantes et enseignants.
3. L'organisation de Carrefours de la citoyenneté responsable de 2005 à 2009, par la CSQ, suivis de grands colloques pédagogiques, rejoint l'approche développée par les autorités ministérielles de nombreux pays intégrant l'organisation de grands événements pour la sensibilisation et la mobilisation des jeunes et du personnel de l'éducation.
4. La création en Suisse de l'Agence Éducation21, à laquelle a participé le Syndicat des enseignants romands (SER), qui regroupe les forces vives en EDD, mérite une attention particulière. Créée en 2013, cette agence a pour mission de coordonner et de promouvoir l'EDD en Suisse. Elle agit comme centre de compétence national, sur mandat des autorités éducatives. À ce titre, elle doit fournir au milieu de l'éducation le matériel pédagogique et la formation en matière d'EDD. Une expérience à suivre.

Conclusions et recommandations

Le dynamisme latent au sein de la Francophonie dans le champ de l'EDD, révélé par l'enquête de 2009, se confirme à nouveau par l'enquête de 2013. On peut même affirmer qu'il se renforce et surtout que le potentiel de diffusion s'est accru tant par les capacités développées dans les pays les plus actifs que par les initiatives transversales qui ont vu le jour depuis. Mais malgré ce portrait, il est important de ne pas diminuer les efforts entrepris. En effet, plusieurs pays amorcent à peine leur démarche en EDD et ont besoin d'être soutenus. D'autres ont vécu des crises majeures (notamment le Mali) qui ont forcé un arrêt momentané de leur démarche en EDD. Enfin, l'accès à un matériel pédagogique en français n'est pas assuré partout.

L'expertise francophone en EDD s'est consolidée, développée et raffinée. Un effort majeur d'intégration de l'EDD dans les programmes a été réalisé et continue à se faire. Mais les réflexions de l'ADEA et de la CONFEMEN nous suggèrent de faire une distinction entre une intégration formelle aux programmes et la réalité de l'enseignement. Les ingrédients d'une intégration réelle plus importante sont connus et ont même fait l'objet d'expérimentation. Il s'agit :

1. du réseautage des acteurs, que ce soit au niveau des ministères des différents pays que des acteurs terrain de l'enseignement,
2. de la diffusion de matériel pédagogique en français et adapté aux différents contextes des pays, des régions et des écoles,
3. d'un meilleur accès aux TIC intégrant la préoccupation de l'EDD,
4. d'une action mieux reconnue et mieux soutenue des ONG,
5. d'un recours à des stratégies novatrices de formation des enseignants, incluant la formation à distance.
6. de la reconnaissance de l'engagement des jeunes, des enseignants et des établissements à travers de solides campagnes de sensibilisation et de mobilisation.

C'est sur la base de ces six éléments que nous formulons nos recommandations, dans l'objectif de consolider et de poursuivre les démarches entreprises dans de nombreux pays et de favoriser l'émergence de nouvelles initiatives ailleurs.

Recommandation 1 :**Supporter le réseautage des acteurs, à tous les niveaux.**

Cette première recommandation prend appui principalement sur les 5 initiatives transversales traitées en section 1 et sur les expériences de réseautage identifiées dans plusieurs pays. Ces efforts de réseautage doivent être poursuivis et renforcés, puis étendus à un nombre croissant de pays.

En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :

- Poursuivre les actions en réseau entreprises par l'ADEA et la CONFEMEN sur l'intégration et la diffusion de l'EDD, avec un souci accru de sensibilisation et de mobilisation des acteurs de terrains,
- Reconnaître l'importance de renforcer et d'animer le travail de réseautage en matière de recherche et d'éducation réalisé par le milieu universitaire,
- Appuyer les actions de réseautage rejoignant directement les enseignantes et les enseignants engagés ou désirant s'engager en EDD.

Recommandation 2 :**Développer un matériel pédagogique en français**

La densité de la présence francophone n'assure pas toujours les conditions permettant le développement et la diffusion de matériel pédagogique en français. Il y a de fait une inégalité d'accès au matériel pédagogique en français selon les contextes propres aux différents pays ou gouvernements.

Il faut de plus produire un matériel capable de s'adapter aux différents contextes nationaux, régionaux ou locaux.

En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :

- Créer un programme d'appui à la production de matériel pédagogique en français pour l'EDD
- Développer un soutien aux actions de coopération Nord-Sud et Sud-Sud en EDD

Recommandation 3 :**Assurer un meilleur accès aux TIC dans la diffusion de l'EDD**

Plusieurs initiatives francophones durant la DEDD ont permis le développement de ressources pédagogiques disponibles sur le Web et d'autres supports. Malheureusement, l'accès aux TIC est limité dans plusieurs pays.

En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :

- Développer un programme francophone d'accessibilité aux TIC dans le milieu de l'éducation, en collaboration avec les grands bailleurs de fonds
- Assurer une mise à jour continue des ressources francophones disponibles sur le Web en soutenant les sites existants à cet effet

Recommandation 4 :

Mieux reconnaître et encadrer l'action des ONG

- La contribution des ONG dans la réalisation de campagnes de sensibilisation et de mobilisation ainsi que dans la production et la diffusion d'un matériel pédagogique intégré à différents contextes a clairement été mise en relief. Il n'existe à notre connaissance aucun programme formel d'appui aux ONG actives en EDD. Par ailleurs, l'adoption de la Charte de l'EDD au Luxembourg met en évidence l'importance d'établir clairement les standards devant régir cette collaboration entre les ONG et le milieu scolaire, dans le cadre d'une stratégie globale de diffusion de l'EDD.
- En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :
- Inciter les États et les gouvernements à adopter des programmes de soutien aux ONG actives en EDD
- Adopter une charte francophone de l'EDD et en favoriser l'adoption et la diffusion au sein des États et gouvernements de la Francophonie

Recommandation 5 :

Recourir à des formules novatrices de formation des enseignants

- Deux constats ressortent en formation des enseignants :
- les besoins demeurent importants
- de nouvelles approches sont possibles
- Il demeure qu'une formation initiale intégrant mieux l'EDD et l'accès à une formation continue pour le personnel en exercice constituent des facteurs indispensables à la diffusion et à l'enracinement de l'EDD.
- En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :
- Créer une veille sur les expériences novatrices en formation des enseignants en EDD, initiale et continue, et en assurer la diffusion au sein de la Francophonie
- Favoriser le développement de la formation à distance des enseignants par la réalisation de projets pilotes

**Recommandation 6 :
Reconnaître l'engagement des jeunes, des enseignants et des établissements**

Une des finalités de l'EDD est de favoriser l'émergence d'une éco-citoyenneté active chez les jeunes. L'atteinte d'un tel objectif exige un engagement particulier des établissements et du personnel. Il demande aussi d'inscrire les établissements dans une vision communautaire établie sur des relations plus étroites avec leur communauté. Le réseau EVB de la CSQ comme celle des éco-écoles au Maroc, ainsi que l'existence de plusieurs expériences de campagne de sensibilisation et de mobilisation interpellant directement les jeunes, illustrent que ces actions doivent faire partie d'une stratégie de diffusion de l'EDD.

En appui à cette recommandation, nous suggérons les actions suivantes :

- Établir une semaine francophone de l'EDD et de l'engagement éco-citoyen permettant la reconnaissance des jeunes, des établissements et du personnel actifs en EDD.
- Diffuser les expériences de reconnaissance de l'engagement des jeunes, des établissements et du personnel en EDD

Annexe 1 – Fiches des pays (13)

FICHE 1 : BURKINA FASO

1) Sources

Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation et Secrétariat permanent du (SP/CONEED) du Ministère de l'Environnement et du Développement durable

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Un comité national de pilotage de la Direction de l'Environnement et du Développement durable a été mis sur pied en novembre 2009. Il est composé des départements ministériels, des institutions, de la société civile, du secteur privé, des collectivités territoriales et de toute personne désignée en fonction de ses compétences. Le comité est composé ainsi qu'il suit :

- Président : le Secrétaire général de la Commission nationale de la l'UNESCO
- Vice-président : le Secrétaire permanent du Conseil National pour l'Environnement et du Développement durable
- Rapporteurs : le Point focal de l'Environnement et du Développement durable et celui du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation
- Membres : Un représentant par structures citées plus haut.

Un plan d'action a été adopté pour:

- Promouvoir et améliorer la qualité de l'éducation
- Inscrire l'éducation et le développement durable dans le débat social et politique à chaque échelon du territoire national
- Développer une éducation du développement durable pour tous tout au long de la vie
- Accompagner la mise en oeuvre concrète des projets et actions de l'éducation et du développement durable sur le territoire
- Former et soutenir les acteurs et la population active de l'éducation et du développement durable
- Enrichir et diffuser des connaissances utiles à l'EDD
- Mettre en place une coopération inter départementale pour faire évoluer les pratiques éducatives.

Au regard du nouveau paysage institutionnel de la gestion du développement durable, la coordination, le suivi et l'évaluation de l'EDD seront faits par la Direction de la Promotion du développement durable de la Direction générale de la Préservation de l'environnement et du Développement durable du Ministère de l'Environnement et du Développement durable.

La présidence du Comité national de pilotage de l'EDD est assurée par la Commission nationale de l'UNESCO du Burkina Faso

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Les programmes d'enseignement du préscolaire à l'université sont réorientés afin de véhiculer les connaissances, modes de pensées et valeurs nécessaires pour bâtir un monde viable pour un développement durable de nos communautés.

Les mesures prises sont les suivantes :

- Orienter toute éducation en vue d'un développement durable
- Prévoir des espaces projets permettant de penser développement

- durable et sa mise en oeuvre
- Réaliser un agenda local à l'échelle de l'école
- Renforcer la cohérence entre la société
- Donner un sens à certains apprentissages
- Un programme minimal existe du préscolaire à la Terminale
- Un guide de l'EDD du professeur existe de la 3^e à la Terminale
- Le guide du maître du CP au CM est en cours
- L'intégration des thèmes émergents dans les programmes d'enseignement prenant en compte l'EDD.

Les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD dont:

- Insalubrité de l'environnement
- Exploitation des ressources naturelles
- Perte de la biodiversité
- Catastrophes naturelles
- Changements climatiques
- Pollutions et nuisances
- Dégradation des terres et des sols
- Valorisation des ressources naturelles
- Expositions aux rayonnements ionisants
- Notion de la biotechnologie et la biosécurité.

4) Formation du personnel

L'EDD est intégrée à la formation des maîtres en impliquant la mise en relation des programmes scolaires pour faciliter sa mise en oeuvre dans les matières enseignées.

Un programme existe pour la formation en EDD pour le personnel en exercice par la diffusion des guides du maître et du professeur.

5) Matériel pédagogique

Il existe :

- Un programme minimal du préscolaire à la terminale
- Un guide de l'EDD de la 3^e à la terminale
- Un guide d'éco-citoyenneté (français et en langues nationales mooré et dioula).

6) Pratiques innovantes

Il y a une collaboration avec les médias. Les jeunes participent à la couverture médiatique des événements de l'EDD et à la diffusion des informations à travers la direction de la communication et de la presse ministérielle

7) Description des pratiques innovantes significatives

Deux pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète ». Responsable(s) : Ministère de l'Environnement et du Développement durable.
- 2) Titre : L'opération « Prenons soin de la planète » adressée aux jeunes du primaire et du secondaire des pays sur les changements climatiques. Responsable(s) : Ministère de l'Environnement et du Développement durable.

FICHE 2 : CÔTE D'IVOIRE

1) Sources

CONFEMEN COTE D'IVOIRE et DPFC (Direction de la Pédagogie et de la Formation continue)

2) Le cadre organisationnel de la décennie

La Côte d'Ivoire n'a pas mis en place un comité national de pilotage de la Décennie pour l'Éducation au service du développement durable (EDD) en tant que tel, mais certains éléments du développement durable se retrouvent de façon éparse dans les programmes d'enseignement et dans le programme d'activités de certaines structures comme la DPFC (Direction des Programmes et de la Formation continue).

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Aucune information fournie

4) Formation du personnel

Aucune information fournie

5) Matériel pédagogique

Aucune information fournie

6) Pratiques innovantes

Aucune information fournie

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Introduction des Technologies de l'information et Communication à l'école (TICE). Responsable(s) : Direction de la Pédagogie et de la Formation continue (DPFC).
- 2) Titre : Éducation aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté (EDHC). Responsable(s) : DPFC
- 3) Titre : Initiative francophone de formation à distance des maîtres (IFADEM)/UNESCO CFIT. Responsable(s) : DPFC.

FICHE 3 : FRANCE

1) Source

Ministère de l'éducation nationale

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Un comité de pilotage de la Décennie de l'éducation au développement durable a été créé jusqu'en 2008, puis le pilotage en a été repris par le Commissariat général au développement durable du ministère en charge de l'écologie et du développement durable.

La Décennie de l'EDD a été déclinée sous différentes formes : la généralisation de l'éducation au développement durable par le ministère de l'Éducation nationale, la prise en compte des enjeux de développement durable par les ministères et les établissements publics concernés (ministères de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation populaire, l'ADEME, les Agences de l'eau, ...).

Par ailleurs, les collectivités territoriales sont nombreuses à avoir développé des actions d'EDD.

La coordination au sein de l'appareil gouvernemental est menée par le Commissariat général au développement durable, dans le cadre formel de la feuille de route gouvernementale annuelle pour la transition écologique et dans celui, informel, de l'espace national de concertation, qui regroupe toutes les parties prenantes.

Une collaboration a été établie avec la Commission nationale française pour l'UNESCO pour l'organisation d'un colloque « EDD et numérique » en avril 2014.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Les Objectifs du millénaire sont largement repris sous forme de thèmes d'enseignement, en particulier dans les programmes d'enseignement de géographie du collège et du lycée.

Dans le sens de la généralisation de l'EDD dans le système éducatif, les thèmes du DD sont intégrés aux programmes d'enseignement de l'école élémentaire, du collège et du lycée, ainsi que dans les actions éducatives, les projets d'écoles et d'établissement et dans les projets éducatifs territoriaux.

Cette politique éducative est menée en prenant en compte les grands enjeux du XXI^e siècle, liés, par exemple, aux ressources, au climat, à la biodiversité, à la croissance démographique et urbaine, ou à l'alimentation, à la cohésion sociale, à la solidarité internationale et au développement humain. . Il s'agit ainsi de former le futur citoyen aux choix complexes qui mettent en jeu le développement durable dans son existence personnelle et dans la société dans laquelle il vit.

Il existe des projets en EDD mettant à contribution des ressources du Nord et du Sud, dans le cadre des travaux d'éducation au développement et à la solidarité internationale et dans certains projets académiques comme « Des Alpes au Sahel », qui mobilisent des académies françaises, africaines et italiennes.

4) Formation du personnel

La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République donne à l'État les moyens de déployer, pour la formation initiale et

continue des enseignants du primaire, du secondaire, et de l'enseignement supérieur, des actions de formation volontariste d'EEDD. L'éducation à l'environnement et au développement durable sera introduite au sein de la formation mise en place par les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation. Ces enjeux seront intégrés aux actions de formation des enseignants du supérieur et adaptés en fonction de leur domaine disciplinaire. Dès 2013, les services des ministères concernés et les acteurs associatifs et institutionnels collaboreront pour mettre au point et soutenir ces formations de façon opérationnelle à partir de la rentrée scolaire 2014-2015.

Au niveau de la formation continue, il existe une offre nationale de formation, le forum national de l'EDD et une offre académique.

5) Matériel pédagogique

Les ressources pédagogiques en EDD sont extrêmement nombreuses. Elles sont produites aux niveaux local, académique et territorial et national, souvent en partenariat. Elles permettent de décliner les enjeux du DD sous forme didactique. Le CRDP d'Amiens a été missionné comme pôle national de ressources pour les recenser. Par ailleurs, de nombreux partenariats permettent aussi de mettre de la documentation scientifique de très bonne qualité à disposition de la communauté éducative.

6) Pratiques innovantes

Les lycéens sont particulièrement encouragés à s'engager, en particulier dans le cadre de la Vie lycéenne, organisée par les Conseils académiques de la vie lycéenne.

Pour préparer l'accueil en 2015 de la 21^e Conférence des parties à la convention climat en France, une démarche impliquant la jeunesse, les écoliers, les collégiens et les lycéens est prévue. La prise de conscience citoyenne des enjeux climatiques est essentielle pour le succès de cette conférence.

Les ministères concernés organiseront, en concertation avec les partenaires publics et privés un processus d'appel et de recueil d'initiatives en vue d'une valorisation territoriale et nationale qui se déroulera de septembre 2014 à juin 2016 impliquant une participation forte de la jeunesse au moment de la Conférence.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiche descriptive dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : E3D, Ministère/DGESCO/IGEN. Responsables: Ministère/DGESCO/IGEN.
- 2) Titre : Projets académiques. Responsable : Coordinateurs académiques de l'éducation au développement durable.
- 3) Titre : Science et biodiversité : Vigie Nature École. Responsables : Comité de pilotage MEN / CRDP de Paris / muséum national d'histoire naturelle / Nature parif.

FICHE 4 : LIBAN

1) Source

Centre de recherche et de développement pédagogique (CRDP) Ministère de l'Éducation libanais.

Site Web : www.crdp.org

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Un comité national a été mis sur pied en août 2008, composé d'un représentant des organisations suivantes :

- Du CERD
- Du Ministère de l'Éducation
- De l'Université Libanaise
- Des écoles privées
- Des ONG

Un plan d'action pour la DEDD a été présenté à la ministre de l'Éducation de l'époque, Mme Bahia Hariri. Ce plan prévoyait des activités complémentaires au curriculum à tous les cycles. Des conférences de sensibilisation des parents ont été organisées.

Des rencontres de coordination entre les ministères de l'Éducation et de l'Environnement ont eu lieu dans la première moitié de la DEDD.

Plusieurs actions ont été menées en collaboration avec l'UNESCO

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Les thèmes choisis pour être traités dans les modules publiés par le ministère de l'Éducation et le CRDP correspondaient aux Objectifs du Millénaire et de l'EPT. Il s'agissait d'un tronc commun.

En 2008, le CRDP a mis à la disposition des écoles des modules contenant des activités de sensibilisation au développement durable, dans une approche pluridisciplinaire. Les thèmes abordés étaient :

- La conservation
- La santé
- La consommation responsable
- Les médias
- La citoyenneté

D'autres thèmes ont été abordés par la suite :

- Les énergies renouvelables
- Les catastrophes naturelles
- La pauvreté dans le monde
- La biodiversité

Pour les écoles privées, on mentionne les sorties pédagogiques, notamment sur le thème de la biodiversité dans la Réserve du Chouf.

4) Formation du personnel

Suite à l'édition et à la publication des modules relatifs à l'EDD, des sessions de formation eurent lieu dans les Écoles Normales pour une durée de 15 jours, par des formateurs du CRDP et du milieu universitaire.

Il n'y a pas de programme de formation continue pour le personnel en exercice.

5) Matériel pédagogique

C'est le matériel conçu en 2008 et il aurait besoin d'une réédition.

6) Pratiques innovantes

Il n'y a pas de collaboration organisée avec les médias, mais ceux-ci ont joué un rôle positif

7) Description des pratiques innovantes significatives

FICHE 5 : LUXEMBOURG

1) Sources

Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, avec la participation du SCRIPT, service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogique et technologique.

Site Web : www.men.lu

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Il existe un comité interministériel pour l'EDD, assurant une coordination au sein de l'appareil gouvernemental. Sa composition est la suivante:

- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Ministère des Affaires étrangères (Direction de la Coopération au Développement),
- Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
- Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Environnement),
- Ministère de la Famille et de l'Intégration

Un programme ou un plan d'action national pour la Décennie de l'EDD a été développé à travers la « Stratégie nationale d'éducation pour un développement durable ».

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

La Stratégie nationale d'éducation pour un développement durable établit des liens implicites par le choix des thèmes proposés entre l'EDD, les objectifs d'EPT et les Objectifs du Millénaire.

Une intégration curriculaire plus approfondie est prévue pour la réforme scolaire en cours : ex. intégration des compétences EDD dans les compétences transversales; intégration interdisciplinaire de thèmes EDD.

Les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD sont :

- comportements de consommation et styles de vie,
- économie durable,
- diversité culturelle,
- biodiversité et protection des ressources,
- énergie et protection du climat,
- changement environnemental global,
- mobilité et transports,
- protection de la nature et utilisation des sols,
- agriculture et alimentation,
- développement global – une planète,
- santé et qualité de vie,
- participation citoyenne et « good governance »,
- structures et évolutions démographiques,
- pauvreté et protection sociale,
- paix et conflits,
- démocratie et droits de l'homme,
- coopération en matière de développement.

Une *Charte de l'EDD* offre un cadre commun pour l'ensemble des intervenants en EDD, y incluant les ONG.

En matière de coopération internationale, il n'existe pas de projets nationaux, mais des initiatives ponctuelles de certaines ONG; par exemple des projets de développement soutenus par des jeunes.

4) Formation du personnel

En formation des maîtres, il y a un cours obligatoire pour les étudiants de la 1ère année de formation. De plus, un module pédagogique lié à l'EDD, est offert aux semestres 5-8. Ce module interdisciplinaire (correspondant à 8 ECTS c.-à-d. 208 heures) inclut en dehors d'une participation à des séminaires - la réalisation d'un travail personnel d'analyse ou d'activités pédagogiques avec des enfants / des jeunes (au niveau scolaire ou parascolaire)

Pour le personnel en exercice, des formations ponctuelles sont d'ores et déjà offertes. Un programme de formation plus cohérent pour l'éducation formelle et non formelle est en élaboration.

5) Matériel pédagogique

Différents matériels pédagogiques et d'information sont mis à disposition par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Au niveau des manuels scolaires, les éditions nationales sont en minorité. En raison la situation linguistique du Luxembourg, les manuels scolaires pour le secondaire proviennent donc de pays francophones, tandis le fondamental doit s'orienter plus vers les pays germanophones. Malheureusement l'intégration des concepts EDD semble être moins poussée chez les éditeurs francophones. Pour permettre une implémentation cohérente de l'EDD à travers la scolarité, des compléments aux livres sont donc souvent de rigueur.

6) Pratiques innovantes

Il n'existe pas d'engagement formel offert aux jeunes à l'intérieur et hors du milieu scolaire en suivi aux efforts en EDD. Par contre, un Inventaire des actions locales ayant trait à l'EDD est en cours de réalisation (projets d'établissement, actions initiées par des jeunes ou des acteurs externes, etc.). Pour regrouper les initiatives propices sous l'égide de l'EDD, des échanges réguliers avec promotion de bonnes pratiques sont prévus.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Deux pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes)

- 1) Titre : Réseau EDD et Charte EDD. Responsable(s) : Comité interministériel pour l'EDD. http://edd.cercle.lu/files/2012/10/RecueilED_Charte_05.pdf
- 2) BNE.lu (site internet et brochure). Responsable(s) : Comité interministériel pour l'EDD. <http://www.BNE.lu>

FICHE 6 : MALI

1) Source

Direction nationale de la pédagogie

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Un comité a été mis en place sous la présidence du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement. Le Ministère de l'Éducation nationale y est représenté par la Direction nationale de la Pédagogie.

À cause de la crise sécuritaire et institutionnelle, un programme ou un plan d'action national pour la Décennie de l'EDD n'a pu être élaboré.

La coordination qui existe au sein de l'appareil gouvernemental entre l'EDD et les politiques nationales en matière de développement durable est le partenariat entre le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement ; le Ministère de l'Éducation nationale qui est représenté par la Direction nationale de la Pédagogie et l'UNESCO.

Il existe des collaborations avec des institutions de l'UNESCO dans le cadre des activités nationales reliées à la Décennie de l'EDD telles que l'UNESCO multi-pays et la commission malienne de l'UNESCO.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

L'EDD contribue à l'atteinte des objectifs de l'EPT et des OMD à travers les actions de renforcement des capacités des enseignants dans le domaine de la gestion de l'environnement. Dans le cas du Mali, il s'agit de formation/information sur l'environnement, la lutte contre la sécheresse, la désertification, la pollution et les nuisances. Les maîtres ainsi formés contribuent au changement de comportement de leurs élèves qui en retour influencent leurs pairs et leurs parents.

Au Mali, les mesures qui ont été prises pour intégrer l'EDD au curriculum et aux activités des milieux scolaires peuvent être énumérées ainsi:

- Dans le cadre du développement des curriculums selon l'approche par les compétences au niveau de l'enseignement fondamental et du secondaire, l'EDD a été pris en charge par la formulation des compétences suivantes :
- Gérer son environnement;
- Utiliser rationnellement les différentes sources et formes d'énergie pour améliorer la qualité de vie.

Comme thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD on peut retenir : la lutte contre la sécheresse, la désertification, les pollutions et les nuisances, la gestion de l'énergie domestique, la gestion des ordures et des eaux usées, les changements climatiques, l'éducation à l'environnement et au développement durable, etc.

Un projet en EDD mettant à contribution des ressources du Nord et du Sud a été amorcé en octobre 2011 à la Direction nationale de la Pédagogie à travers un financement de l'OIF. Le projet avait pour objectif de redynamiser l'éducation environnementale dans les écoles. À cause de la même crise citée plus haut le projet a été suspendu.

4) Formation du personnel

Au Mali, l'EDD est intégrée à la formation des enseignants par la formation des

formateurs par une équipe pédagogique nationale qui à son tour procède à la formation des formateurs régionaux qui se chargent plus tard de la formation des maîtres. Toutefois, le niveau régional peut faire appel au niveau national pour l'appuyer.

Suite au plan d'accompagnement de la généralisation de l'éducation environnementale au Mali, les Académies d'enseignement et les Centres d'animation pédagogiques travaillent à la pérennisation de l'EDD par l'organisation de sessions de formation de leur personnel en exercice. Dans ce contexte des ateliers de renforcement de capacités sont organisés avec les partenaires de l'école.

5) Matériel pédagogique

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'EDD, le matériel pédagogique et didactique suivant est disponible :

- Le guide du formateur en éducation environnementale pour l'enseignement fondamental;
- Le guide du formateur en éducation environnementale pour l'enseignement secondaire;
- Les cahiers d'activité des classes de 1^{ère}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e années de l'école fondamentale;
- Les recueils des techniques et pratiques de pédagogie active;
- Les cahiers de message;
- Les planches pédagogiques.

6) Pratiques innovantes

Une collaboration avec les médias existe dans le domaine de la couverture médiatique lors des activités de formation et dans l'élaboration des messages d'information, de sensibilisation, de communication et de mobilisation en faveur de l'EDD.

Comme type d'engagement offert aux jeunes à l'intérieur du milieu scolaire en suivi aux efforts en EDD on peut retenir entre autres :

- La dotation des écoles en manuels et supports pédagogiques d'EDD aux différents niveaux de formation (enseignements fondamental et secondaires);
- La mise en place dans les établissements d'enseignement fondamental d'un gouvernement des enfants avec un ministère chargé de l'environnement et de l'assainissement;
- Au sein de l'éducation non formelle, l'EDD a été introduite dans la formation des apprenants des Centres d'Éducation pour le Développement (CED);
- Des conférences-débats sur l'EDD sont organisées à l'intention du Parlement des Enfants à l'Hémicycle.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes, issues d'initiatives d'OBNL, ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (cahiers d'activité). Responsable(s) : Direction nationale de la Pédagogie (DNP).
- 2) Titre : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (Manuels et guides du maître).

Responsable(s) : Direction nationale de la Pédagogie (DNP).

- 3) Titre : Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (Recueils des techniques et pratiques). Responsable(s) : Direction nationale de la Pédagogie (DNP).

FICHE 7 : MAROC

1) Source

Association des enseignants des Sciences de la vie et de la terre –Maroc- AESVT avec ministère de l'Environnement, Académie régionale de l'éducation et de la formation du grand Casablanca SPANA,

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Il n'existe pas de commission nationale de la DEDD mais, un collectif avec 4 ONG nationales (AESVT-MAROC – GREPOM – SPANA – Petit débrouillards) a été créé.

Il y a des plans d'action pour chaque ONG, et un programme commun vient d'être mis en place.

Il existe des projets nationaux où le pôle de l'éducation à l'environnement est présent : le projet de lutte contre les sacs en plastique, le programme national de réhabilitation des écoles rurales, les projets au niveau des parcs nationaux de Toubkal, Souss Massa, El Hociema

Des clubs de l'Unesco travaillent avec le ministère de l'Éducation nationale

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Les objectifs d'EPT et les Objectifs du Millénaire sont complémentaires à ceux de l'EDD.

Plusieurs mesures d'intégration de l'EDD au curriculum ont été prises :

- Au Maroc depuis 1992, l'EDD est de plus en plus présente dans les établissements scolaires,
- En 1995, une note officielle incite la création des clubs d'environnements
- En 2010, création de la coordination régionale et provinciale en matière d'éducation à l'environnement au niveau des académies régionales et des délégations
- Les programmes sont porteurs de concepts en EDD mais l'opérationnalisation reste faible
- Actuellement, il existe une commission qui travaille sur le curriculum du primaire en vue de mieux intégrer les différentes dimensions de EDD dans les programmes
- Il existe des programmes nationaux en EDD : les programmes éco-écoles et jeunes reporters pour l'environnement mis en place par la Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement et le ministère de l'Éducation nationale. Le programme national de réhabilitation des écoles rurales
- Les centres d'éducation à l'environnement AESVT- Ministère de l'Éducation nationale soutiennent les projets des clubs d'environnement

Les thèmes abordés varient d'une région à une autre, mais dans tous les établissements scolaires :

- la biodiversité prend une part importante, notamment avec le jardin scolaire, car l'embellissement des écoles, par la création de jardins thématiques ou de plantes aromatiques et médicinales, reste une nécessité;
- Le second thème est l'eau, car ces coûts sont parfois grands, d'où la mise en place d'actions de sensibilisation et de recherche de système d'arrosage économisant l'eau, la mise en place de robinets économiques, la capacité de savoir lire la facture d'eau par les membres des clubs;
- le troisième thème est la gestion des déchets solides, car l'école produit du papier qui souvent est brûlé. Il y a des actions de collecte et de recyclage du papier. Actuellement à l'échelle du Grand Casablanca plusieurs projets ont été développés dans ce sens par l'AESVT et l'AREF, un projet est en cours de réalisation pour donner une seconde vie au papier en collaboration avec une société de recyclage : Papier-Troc .
- Le thème des changements climatiques est aussi abordé par la pollution, le transport, l'énergie propre même si cela reste difficile en absence d'outils adéquats et adaptés. L'AESVT Maroc et la coopération suisse ont mis en place une exposition interactive qui a équipé 8 centres d'éducation à l'environnement et a enregistré plus de 120 000 visites en une année.

Plusieurs projets de coopération Nord-Sud existent. L'AESVT a dépendu essentiellement de Nord pour le financement des projets d'éducation à l'environnement :

- Premier projet Accross de Water du WWF et grand projet sur l'eau qui incité le ministère de l'Éducation nationale à envoyer une note pour la création des clubs d'environnement
- Projet de la promotion de la culture scientifique et technique avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) avec le volet EDD, réalisation d'exposition sur l'eau, la biodiversité, le littoral... formation des animateurs en EDD, formation des enseignants
- Projet Badra avec l'association Hollandaise IVN (2009-2012) et financement du ministère NL des Affaires étrangères pour le renforcement des capacités de 12 centres d'éducation à l'environnement, formation des cadres, mise en place de stratégies importantes comme la mobilisation des volontaires.
- Projet Droso Fondation Suisse, sur l'eau à Marrakech et sur la biodiversité à Demnate, et actuellement un projet sur la coproduction de la propreté à l'échelle nationale
- L'Ambassade Suisse et la Coopération Suisse : Changements climatiques
- L'Ambassade de France pour le Forum Planet ERE, Association Le lièvre de Mars : CPN de France sur le thème de la biodiversité.

4) Formation du personnel

L'EDD n'est pas intégrée dans la formation initiale des maîtres. Ils reçoivent des formations sur des thèmes selon les projets et les besoins.

Il y a des formations pour les enseignants en exercice selon les thèmes régionaux et en partenariat avec les partenaires de l'AREF qui sont offertes soit par les secteurs ministériels ou des associations. L'AESVT met en place le renforcement des capacités des enseignants en priorité dans tous les projets développés, car les personnes formées réalisent les actions d'encadrement des élèves.

5) Matériel pédagogique

Le matériel pédagogique est varié, mais reste insuffisant : des mallettes didactiques thématiques en arabe, adaptées au contexte marocain, ne sont pas diffusées à grande échelle.

Les expositions : eau, changements climatiques, biodiversité, déchets solides, littoral. Des livrets : changements climatiques, mobilisation des volontaires, stratégies éducatives des centres, approche territoriale pour animations des sorties. Des affiches et dépliants ont aussi été produits

6) Pratiques innovantes

Il existe une collaboration surtout avec les Entreprises œuvrant dans le domaine de gestion de l'environnement : gestion de l'eau, mais reste limitée et non intégrée dans une vision globale. La plupart des projets se font avec des partenaires étrangers et des Nations unies.

Les jeunes dans les établissements s'impliquent et s'engagent dans les projets EDD. Ils construisent des expériences uniques et un savoir-faire particulier : les campagnes pour la lutte contre les sacs ont permis aux jeunes de rencontrer les responsables et aussi le grand public. Les clubs d'environnement réalisent des chartes internes d'environnement pour une meilleure adhésion des jeunes. On se base aussi sur des formations des éducateurs-pairs pour que les jeunes soient porteurs de messages à véhiculer auprès de leurs pairs, dans la famille et dans la rue.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Huit pratiques innovantes, issues d'initiatives d'OBNL, ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

Titre 1 : Éduquer pour s'adapter aux changements climatiques!! Responsable(s) : AESVT, Abderrahim Ksiri, Malika Ihrachen

Titre 2 : Badra : renforcement des capacités des cadres et des centres d'éducation à l'environnement au Maroc. Responsable(s) : AESVT, Abderrahim Ksiri, Malika Ihrachen, Abdelilah Jouichate

Titre 3 : Organisation de Planet ERE 5, Responsable(s) : AESVT

Titre 4 : Formation des directeurs des établissements scolaires, Responsable(s) : AREF Casablanca.

Titre 5 : Programme national de réhabilitation des écoles rurales, Responsable(s) : ministère de l'Environnement, ministère de l'Éducation nationale et ministère de l'Intérieur.

Titre 6 : Programmes éducatifs de la SPANA, Responsable(s) : AESVT

Titre 7 : Programme des éco-écoles, Responsable(s) : Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement et ministère de l'Éducation nationale

Titre 8 : Programme des jeunes reporters pour l'environnement, Responsable(s) : Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement et Ministère de l'Éducation nationale

FICHE 8 : MAURICE

1) Sources

Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines et l'Institut de Pédagogie de Maurice (Mauritius Institute of Education ou MIE). Site Web : <http://ministry-education.gov.mu>.

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Il n'existe pas de comité de pilotage de la Décennie. Mais, il existe un comité national sur le projet Maurice Ile Durable (MID) qui se décline sur les 5 E(s) (Éducation, Énergie, Environnement, Équité et Emplois). Le groupe de travail Éducation incluait des représentants des différents secteurs : public, privé, corps paraétatiques, ONGs et groupes syndicaux de l'éducation ainsi que des individus très actifs dans le domaine de l'éducation.

Le Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines qui pilote les projets éducatifs ayant surtout trait à la durabilité a souvent recours à d'autres instances, y compris les partenaires ministériels, les ONGs, les syndicats et la société civile.

Le document « Education & Human Resources Strategy Plan 2008-2020 » (EHRSP) englobe les énoncés de la Décennie de l'EDD :

- Créer des réseaux avec les partenaires.
- Développer des stratégies pour atteindre les objectifs d'EPT et les objectifs du Millénaire.
- Incorporer la qualité de l'éducation dans l'enseignement et l'apprentissage de l'EDD.

En sus, à partir de juin 2013, le document « Maurice Ile Durable Policy, Strategy and Action Plan » (Politique, Stratégie et Plan d'Action Maurice Ile Durable) a énoncé un plan spécifique pour le secteur éducatif (voir <http://www.gov.mu/portal/sites/mid/index.html>).

Le projet « Maurice Ile Durable » est piloté par le Bureau du Premier ministre qui assure la coordination entre les divers partenaires et sa mise en œuvre.

L'UNESCO à travers le COMNAT a aidé dans la mise en œuvre des initiatives sur le VIH/SIDA, l'interculturalité, l'égalité des genres et les changements climatiques.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Les grandes lignes de l'EDD se retrouvent dans les objectifs d'EPT et ceux du Millénaire. L'EDD n'est pas enseignée comme matière à part entière, mais a été plutôt intégrée dans le cursus scolaire existant (voir le Curriculum Framework (Primary) et (Secondary) sur le site du Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines). De nouveaux manuels scolaires ont été produits à cet effet.

Diverses activités intra et extra scolaires sont organisées au niveau des écoles sur le recyclage, le tri des déchets, la récolte de l'eau de pluie, le ramassage des piles et téléphones mobiles usagés, le compostage. Un autobus transformé en exhibition mobile a été utilisé pour la sensibilisation des élèves et des enseignants sur le changement climatique entre autres. Pour les initiatives prises au niveau des institutions post secondaires voir les sites : www.mqa.mu et tertiary.gov.mu.

Les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD sont :

- L'éducation interculturelle
- L'inclusion des langues maternelles
- L'éducation pour la consommation et la production soutenables
- Les valeurs sociales, morales, environnementales
- Les TIC(s)

En matière de coopération internationale, le projet Sankoré, qui a pour objectif d'aider l'Afrique à atteindre l'éducation pour tous à travers l'autonomisation numérique grâce à l'utilisation de technologies innovantes, est une collaboration Nord-Sud. Lancé à Maurice en avril 2011, ce projet a permis aux élèves du primaire de profiter de 1085 projecteurs interactifs et 842 ordinateurs portables donnés par le gouvernement français ainsi que de matériels éducatifs numérisés développés par le MIE.

4) Formation du personnel

L'EDD a déjà été intégrée dans un module relatif aux programmes de formation initiale des enseignants : Teachers' Diploma (primaire) et Post Graduate Certificate in Education (à temps plein /à temps partiel). Chaque module a ses propres approches et spécificités envers les processus d'enseignement et d'apprentissage ; par exemple, le premier module est interdisciplinaire et s'appuie sur des disciplines telles que les mathématiques, les sciences, l'histoire / géographie, la sociologie, la psychologie, entre autres. Dans le deuxième module, les différents départements coopèrent dans l'enseignement du module de sorte que les stagiaires sont exposés à la nature pluridisciplinaire des questions environnementales et de durabilité. Il y a aussi des approches de méthodologies participatives, actives et centrées sur l'apprenant pour la pratique de l'EDD, comme les jeux de rôle, le travail de groupe, les méthodes d'éducation par les pairs, les enquêtes / l'apprentissage expérientiel, etc.

L'année dernière, le MIE a assuré la formation de son personnel académique sur l'une des perspectives stratégiques de l'EDD, l'éducation au changement climatique pour le développement durable (CCESD). Le MIE a également mis en place une unité spéciale Éducation pour le développement durable (Education for sustainable development « ESD » unit) qui a élaboré un plan d'action visant à assurer des sessions de renforcement des capacités (ou de formation) sur l'EDD pour les universitaires. Une série de sessions de formation liée à l'EDD sera organisée pour les universitaires (note: la première session était prévue pour la deuxième semaine de Septembre, mais a été reportée à la mi-October 2013).

Cependant, il faut noter que plusieurs universitaires de l'établissement ont développé une bonne compréhension de l'EDD en participant activement à divers projets multi et interdisciplinaires liés à l'EDD.

5) Matériel pédagogique

Le MIE a réalisé divers projets liés à l'EDD qui ont conduit à l'élaboration des documents de référence EDD suivants:

- Le manuel de l'enseignant sur l'empreinte écologique
- Le manuel de l'élève sur l'empreinte écologique
- L'éducation sur la santé reproductive, la sexualité et les infections sexuellement transmissibles y compris le VIH et le SIDA
- Des manuels sur l'éducation au changement climatique pour les enseignants de l'école primaire

- Fiches d'information pour les élèves du primaire
- Dessins animés pour les étudiants des écoles primaires et secondaires
- Des manuels sur l'éducation au changement climatique pour les enseignants du secondaire
- L'éducation au changement climatique pour le développement durable

En outre, les concepteurs de programmes (universitaires du MIE qui ont été impliqués dans le comité d'écriture) ont également inclus plusieurs activités liées à l'EDD dans les manuels scolaires du primaire et du secondaire. Il y a eu également un appui solide pour des approches participatives pour le matériel de support pédagogique et cette étape renforce la pertinence.

6) Pratiques innovantes

Il y a une collaboration de la télévision nationale (MBC) pour la diffusion à une heure de grande écoute d'un programme quotidien d'environ 3 minutes « ECOTV », destiné à sensibiliser le public sur les bonnes pratiques pour un développement durable.

Les étudiants participent dans diverses activités liées au développement durable, dont des projets et compétitions financés/organisés par des ONGs, d'autres ministères et institutions privées, par exemple dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'Environnement, la Journée mondiale de l'Alimentation, de la Santé, etc. Le Ministère de la Jeunesse et des Sports œuvre aussi dans ce sens à travers des cours de formation et de sensibilisation.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Introduction des nouvelles matières (l'Éducation sur l'Entreprenariat).
Responsable : Directrice de Curriculum (Développement & Évaluation)
- 2) Titre : Projet Sankoré. Responsable : Directeur responsable de la numérisation des écoles et son équipe en collaboration avec l'institution MIE.
- 3) Titre : Green School Project
<http://www.gov.mu/portal/sites/nsp/popular/environment.htm#GreenSchoolProject>

FICHE 9 : NOUVEAU-BRUNSWICK (CANADA)

1) Sources

Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, Secteur éducatif francophone et Direction des politiques et planification.

Site Web : www.gnb.ca/0000/

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance est membre de l'Alliance pour l'Éducation à la viabilité (AEVNB). Cette entité rassemble des groupes formels et informels en éducation, des groupes communautaires et des représentants de divers ministères.

Le CANADA / Nouveau-Brunswick a adopté une stratégie pour l'EDD dont les orientations sont : « Nous souhaitons améliorer les pratiques pédagogiques dans la salle de classe afin d'aider à bâtir une société inclusive et juste dont les droits humains sont respectés et promus. Nous misons également sur l'amélioration des compétences des élèves en numératie et en littératie. Nous mettons en œuvre un modèle de services intégrés afin de fournir des services adéquats pour nos élèves à besoin. Enfin, nous souhaitons la promotion et offrir un appui aux différentes initiatives de l'EDD en collaboration avec les autres gouvernements. »

L'Alliance pour l'Éducation à la viabilité (AEVNB) voit à la coordination des activités, des suivis et de l'arrimage entre les organismes et institutions partenaires.

Le CANADA/Nouveau-Brunswick a signé une entente avec la Commission canadienne pour l'UNESCO qui permet le partage de son expertise avec les pays et écoles au niveau de l'implantation du concept d'école communautaire entrepreneuriale (ECE). L'ECE vise à développer, dès le plus bas âge, une culture d'apprentissage autonome et de l'entrepreneuriat conscient en rendant chaque enfant entreprenant. Il est possible d'avoir l'information relative au concept en visitant le site: <http://www.gnb.ca/0000/ecolescommunautaires.asp>

Et lire le communiqué concernant l'entente à l'adresse :
<http://www.gnb.ca/cnb/newsf/edu/2009f0776ed.htm>

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

L'EDD comprend les aspects sociaux, culturels, environnementaux et économiques. Entre autres, soulignons l'intégration de la culture des Premières Nations et de l'inclusion de tous les élèves dans nos écoles. De cette façon, il est possible de favoriser une plus grande prise de conscience de l'importance de l'acceptation des différences de chacun et de prendre soin de l'environnement des écoles et des communautés.

De plus, le CANADA / Nouveau-Brunswick souhaite accroître la participation et les diplômés des programmes en STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), promouvoir l'apprentissage et la certification des écoles secondaires parmi les populations autochtones. Enfin, il désire améliorer l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire pour les autochtones, les groupes sous représentés et les familles à faible revenu, promouvoir la recherche et l'innovation, notamment en STIM, et favoriser les liens entre les établissements d'enseignement postsecondaire et les employeurs.

Le CANADA / Nouveau-Brunswick mise sur des méthodes spécifiques afin d'intégrer

l'EDD dans les activités d'apprentissages des programmes d'études.

Notons les méthodes telles : l'apprentissage par la découverte, le transfert des connaissances, l'apprentissage participatif / collaboratif, la mise en situation, l'interdisciplinarité, l'apprentissage avec les pairs, la pensée critique, la pensée systémique et l'environnement d'apprentissage.

Les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD sont :

- la sécurité alimentaire et agriculture,
- la biodiversité,
- le changement climatique,
- l'énergie,
- l'éradication de la pauvreté,
- la santé,
- les océans,
- les villes et l'étalement urbain,
- la production et consommation durables et la gestion des eaux usées.

4) Formation du personnel

Depuis 2011, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance produit et diffuse des feuillets électroniques d'information et de sensibilisation auprès du personnel.

Actuellement, la formation du personnel enseignant est un défi. L'EDD doit dépasser le cadre de l'enseignement des sciences et doit devenir une compétence générale ciblée par l'ensemble du curriculum scolaire.

5) Matériel pédagogique

Le manque de ressource en français est une problématique pour l'avancement du dossier.

6) Pratiques innovantes

Le CANADA / Nouveau-Brunswick participe au groupe de travail du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) afin de poursuivre le travail de promotion et de support au niveau des initiatives des écoles. De plus, dans le cadre du programme des écoles communautaires entrepreneuriales, plusieurs projets pédagogiques et communautaires sont organisés en collaboration avec les partenaires communautaires locaux et privés. Les médias participent à la promotion des projets et des initiatives réalisées par les écoles. Enfin, notons que trois écoles francophones sont associées au mouvement des écoles de l'UNESCO.

Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, en collaboration avec la Fédération des Jeunes Francophones du Nouveau-Brunswick et les moniteurs à la vie scolaire, organise un colloque de leadership pour les élèves des conseils des élèves des écoles secondaires.

Cette formation, vise à offrir les habiletés et compétences nécessaires aux élèves afin qu'ils puissent être des leaders dans leurs écoles et communautés notamment sur des questions portant sur l'EDD.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Une pratique innovante a été mentionnée (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : École communautaire entrepreneuriale Blanche-Bourgeois.
Responsable(s) : Rachel Schofield et Serge Laroche (École communautaire Blanche-Bourgeois, Cocagne NB) + Maxime Gauvin (coordonnateur des écoles communautaires entrepreneuriales au District scolaire francophone sud, DSFS).

FICHE 10 : QUÉBEC (CANADA)

1) Sources

Source: Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Site Web : www.mels.gouv.qc.ca

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Le Québec collabore au Groupe de travail pancanadien sur l'éducation pour le développement durable, qui relève du Conseil des ministres en Éducation du Canada (CMEC).

Le Québec n'a pas adopté de programme ou de plan d'action spécifique pour la Décennie sur l'éducation pour le développement durable.

Par contre, depuis 2008, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a un plan d'accompagnement des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés en matière de développement durable. Il comprend un volet d'élaboration d'outils en développement durable et un volet information et sensibilisation.

Le Ministère élabore présentement un guide pour intégrer le développement durable dans l'enseignement. Ce guide fera état des encadrements législatifs du développement durable au Québec. De plus, il explicitera ce qu'est l'éducation pour le développement durable de même que les points d'ancrage dans le Programme de formation de l'école québécoise. Finalement, le guide présentera des pistes d'exploitation du développement durable à travers les différents programmes disciplinaires.

En 2006, le Québec a adopté la Loi sur le développement durable qui assujettit l'ensemble des ministères et organismes. En 2007, la Loi fut suivie par l'adoption de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Cette stratégie comporte neuf orientations dont trois sont prioritaires. Parmi celles-ci « Informer, sensibiliser, éduquer, innover ».

Sources :

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/D_8_1_1/D8_1_1.html

et

http://www.mddefp.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/index.htm

)

Il n'existe pas de collaboration entre l'UNESCO et ses institutions et le Ministère dans le cadre de la Décennie de l'EDD.

Par contre, 14 écoles primaires et secondaires québécoises sont certifiées « Écoles associées de l'UNESCO » et font partie de ce Réseau international créé il y a plus de 50 ans par des éducatrices et des éducateurs. Ce dernier reconnaît l'engagement des établissements d'enseignement envers les valeurs promues par l'UNESCO, lesquelles reposent sur les quatre piliers principaux de l'éducation tels que préconisés par la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle

(Commission Delors) : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble.

Le Réseau des Écoles associées de l'UNESCO du Québec a quant à lui été mis en place grâce à un partenariat entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec et ses partenaires, soit Éducation internationale, la Fédération des commissions scolaires du Québec, la Fédération des établissements d'enseignement privés et la Centrale des syndicats du Québec.

Source : <http://www.evb.csq.qc.net/actualites/nouvelle/news/ecoles-associees-de-lunesco-du-quebec-lancement-de-lappel-de-candidatures-2013-2014/>.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Le Programme de formation de l'école québécoise inclut des domaines généraux de formation. Ceux-ci présentent des problématiques auxquelles les jeunes peuvent être confrontés dans différentes sphères de leur vie. Ils sont porteurs d'enjeux importants pour les individus et les collectivités. Les domaines généraux de formation permettent d'avoir une intention éducative pour les situations d'apprentissage et d'évaluation. Le Ministère élabore présentement un guide pour soutenir l'intégration du développement durable dans l'enseignement. Celui-ci donne des exemples d'intentions éducatives liées à ce thème.

Les domaines généraux de formation sont :

- Santé et bien-être : Amener l'élève à se responsabiliser dans l'adoption de saines habitudes de vie sur le plan de la santé, de la sécurité et de la sexualité.
- Orientation et entrepreneuriat : Amener l'élève à entreprendre et à mener à terme des projets orientés vers la réalisation de soi et l'insertion dans la société.
- Environnement et consommation : Amener l'élève à entretenir un rapport dynamique avec son milieu, tout en gardant une distance critique à l'égard de la consommation et de l'exploitation de l'environnement.
- Médias : Amener l'élève à faire preuve de sens critique, éthique et esthétique à l'égard des médias et à produire des documents médiatiques respectant les droits individuels et collectifs.
- Vivre-ensemble et citoyenneté : Amener l'élève à participer à la vie démocratique de la classe ou de l'école et à développer une attitude d'ouverture sur le monde et de respect de la diversité.

L'organisation de projets de coopération internationale relève de la responsabilité des écoles et des enseignants.

4) Formation du personnel

La Loi sur l'instruction publique confère au Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE) le mandat d'agréer les programmes de formation des enseignants. Elle doit prendre en considération le Programme de formation de l'école québécoise, notamment les domaines généraux de formation qui font le pont avec les 16 principes de développement durable de la Loi sur le développement durable.

La formation continue du personnel scolaire est sous la responsabilité des directions d'établissement et des commissions scolaires. Des comités paritaires sont mis en place localement avec les syndicats afin de gérer les montants alloués pour le

perfectionnement du personnel et de définir les modalités de leur utilisation.

Les contenus de formation sont déterminés localement, en lien avec les besoins de chacun des milieux, et ils ne sont pas répertoriés. Il est donc impossible de préciser combien de milieux scolaires ont pu profiter de formation en EDD.

5) Matériel pédagogique

Il n'existe pas de matériel pédagogique propre à l'éducation en vue du développement durable, ni de manuel scolaire consacré à ce thème. Par contre, comme il a été mentionné précédemment, le Ministère souhaite élaborer un guide et des outils à l'intention des enseignants pour l'intégrer à l'enseignement.

Étant donné qu'« environnement et consommation » est un domaine général de formation du Programme de formation de l'école québécoise, ce thème est abordé dans plusieurs disciplines enseignées au primaire et au secondaire. On retrouve des notions de ce thème dans les manuels scolaires et dans les guides d'enseignement qui y présentent des exemples de situations d'apprentissage et d'évaluation, et ce, dans tous les domaines disciplinaires. Ce thème est plus spécifiquement abordé dans le programme Science et technologie. Certains organismes publics ou privés préparent aussi des trousseaux pédagogiques et autres matériels didactiques qui sont remis aux écoles et aux enseignants pour réaliser des projets reliés à l'environnement, la qualité de l'eau, le compostage, le recyclage, etc.

6) Pratiques innovantes

À l'intérieur du milieu scolaire, les offres d'engagement peuvent prendre plusieurs formes. Les activités parascolaires comme un comité environnemental, un comité vert ou un projet d'expo-sciences sont quelques exemples.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Deux pratiques innovantes, issues d'initiatives d'OBNL, ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 2) Titre : Établissements Vert Brundtland (EVB) de la Centrale des syndicats du Québec.
- 3) Titre : Colloque en écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec de l'Association québécoise pour l'éducation relative à l'environnement.

FICHE 11 : SÉNÉGAL

1) Sources

Source: Ministère de l'Éducation nationale - Direction de la Planification et de la réforme de l'éducation (DPRE)

Site Web : www.men.gouv.sn

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Au niveau national aucun comité de coordination de la Décennie n'a été mis place. Néanmoins, un groupe restreint consultatif informel de cinq personnes a travaillé pour la prise en compte de l'EDD dans le secteur de l'Éducation (des Inspections d'Académie et un coordinateur au niveau national). Ce groupe a collaboré avec différents acteurs : État, Collectivités locales, Société civile, Organisation communautaire de base.

En revanche, au sein des structures déconcentrées des dynamiques sont en cours en rapport avec les collectivités locales : IA et région de Tambacounda, IA et région de Ziguinchor (IEF Bignona), IA de MATAM, IEF de Grand Dakar II.

Au sein de la société civile, un comité d'initiative a été mis en place, avec une vingtaine d'association et d'ONG, coordonné par l'Association Sénégalaise de Recherche et d'Appui pour le Développement communautaire (ASRADEC). L'objectif est de mettre en place un comité avec différentes familles d'acteurs (État, ONG, Syndicats).

En résumé, plusieurs initiatives d'organisation disparates sont notées, mais elles n'ont pas été formalisées.

Il n'existe pas encore un plan d'action national pour la Décennie de l'EDD.

Dans le cadre de la stratégie nationale de développement économique et social qui préconise un développement durable, un dispositif de suivi évaluation est retenu, dont un comité présidentiel et un comité national de suivi et d'orientation présidé par le Premier ministre. Il faut préciser que cette coordination n'est pas exclusivement consacrée à l'EDD et à la politique de développement durable. Elle est consacrée à toute la politique économique et sociale.

On peut dire qu'il n'y a pas une coordination entre l'EDD et les politiques nationales en matière de Développement durable.

Il existe des collaborations avec des institutions de l'UNESCO, dans le cadre des écoles vertes.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Au plan formel, les liens entre l'EDD, les objectifs d'EPT et les Objectifs du Millénaire n'ont pas été mis en évidence. Mais en se basant sur la philosophie de l'EDD et la pratique, il est possible de dire que tout le travail mené pour l'EPT entre dans ce cadre : la lutte pour la réduction des disparités : inter régionale; ville campagne, fille garçon, la promotion de l'éducation des filles, l'éducation inclusive. Il n'y a pas une stratégie explicite qui établit les liens entre l'EDD, les objectifs de l'EPT et les objectifs du millénaire.

Il n'y a pas une législation spécifique sur l'éducation au développement durable. Toutefois, on peut signaler des dimensions de l'EDD; dans la loi 2004-du 15

décembre 2004 qui modifie et complète la loi d'orientation de l'éducation N° 91-22 du 16 février 1991. Cette loi précise que l'éducation nationale tend « à préparer les conditions d'un développement intégral, assumé par la nation toute entière ». Elle vise à faire de sa population « des hommes et des femmes dévoués au bien commun, respectueux des lois et des règles de la vie sociale et œuvrant à les améliorer dans le sens de la justice, de l'équité et du respect mutuel ». De même, l'éducation nationale tend à « promouvoir les relations dans lesquelles la nation se reconnaît » plus exactement elle est « éducation pour la liberté, la démocratie pluraliste et le respect des droits de l'homme ».

Ces différents éléments sont mis en exergue pour montrer qu'il est possible de développer l'éducation au développement durable bien qu'il n'y ait pas une législation spécifique.

Les réformes du Curriculum de l'éducation de base et du curriculum du moyen prennent en charge l'EDD sans pour autant que de nouvelles mesures législatives soient prises. Cela confirme les possibilités d'interprétation de la loi d'orientation.

Les différents aspects de la loi d'orientation évoqués permettent de développer une EDD qui se fonde sur l'éducation à la réflexion et à la pensée critique, à l'éducation à la pensée systémique, à l'éducation à la clarification des valeurs et à l'éducation à la participation.

De même, la loi d'orientation garantit le droit à l'éducation, la prise en charge des personnes vivant avec des handicaps, l'enracinement dans la culture et les valeurs nationales qui sont aussi des dimensions essentielles d'un développement durable.

Cette perspective correspond aux visées de l'EDD qui consistent à changer les attitudes les valeurs et les actes de telle sorte que l'on s'achemine vers une société plus viable à long terme sur la base de la justice, l'équité et le respect mutuel.

La Lettre de politique générale sectorielle Éducation formation 2012, dans les principes directeurs indique « l'adoption de l'approche basée sur les droits humains qui considèrent le droit à l'éducation comme préalable à l'exercice de tous autres droits et garantissent l'accès à l'éducation, l'équité et l'égalité de chances en éducation de même que la prise en compte des intérêts différenciés des filles et des garçons et du respect de l'environnement. »

Deux projets internationaux mettant à contribution des ressources du Nord et du Sud ont été réalisés: « Des Alpes au Sahel » avec la région Rhône Alpes (France) et la région Piémont (Italie) 2009-2011 et le second Région Éducation au Développement durable et à la Solidarité (REDDSO) qui regroupe les deux régions citées et deux nouvelles : Catalogne en Espagne et une région de Pologne.

Par ailleurs, des conventions de partenariat existent entre certaines académies du Nord et du Sud dont le contenu a permis d'initier des actions d'EDD : Tambacounda et Grenoble, Matam et Grenoble.

Des relations existent entre des établissements du Nord et de Sud dans le cadre de la correspondance scolaire et des échanges.

4) Formation du personnel

Il n'y a pas une formation spécifique sur l'EDD. La formation dispensée dans le cadre du curriculum de l'éducation de base est générale, en ce sens qu'elle ne se centre pas sur une dimension particulière. Par contre, dans le moyen il existe un module spécifique sur l'éducation au développement durable.

D'une manière générale, les compétences acquises par les enseignants dans le domaine de l'EDD sont parcellaires, c'est-à-dire qu'elles ne couvrent pas tout le champ de l'EDD et cette prise en charge n'apparaît ni en formation initiale ni en formation continue. En réalité, des dimensions de l'EDD sont prises en charge dans le cadre d'initiatives localisées et des formations sont réalisées. Elles sont souvent impulsées par le biais des projets soutenus par des partenaires (éducation à la citoyenneté, éducation aux droits humains, éducation à la paix éducation environnementale, éducation à la vie familiale, prise en charge des questions de genre).

Dans le cadre des échanges entre le nord et le sud, des formations ponctuelles peuvent se faire (projet craie en main entre les enseignants de Bignona et Savoie).

Il n'y a pas eu un programme de formation en EDD spécifiquement pour le personnel en exercice.

5) Matériel pédagogique

Le matériel pédagogique et didactique en EDD est produit dans le cadre des projets évoqués.

- les productions vidéo,
- des manuels,
- des fiches
- les documents d'échange

6) Pratiques innovantes

Il nous semble difficile de mesurer le degré de collaboration avec les médias et les entreprises privées dans le cadre de la Décennie de l'EDD et d'une manière générale entre le monde économique, culturel et artistique et des partenaires sociaux.

Certaines émissions relatives à l'environnement sont sponsorisées par des entreprises. On peut aussi dénombrer plusieurs actions qui peuvent avoir un impact sur le développement durable, par exemple la fabrication de charbon vert, la construction d'écoles, la mise en place d'entreprises sociales et solidaires, l'accompagnement de jeunes d'artistes, la prise en charge de la santé, la construction de pistes de production. Toutefois, la dimension éducative n'apparaît que rarement. L'éducation à la nouvelle convention routière, appuyée par une entreprise de la place, illustre des possibilités qui s'offrent à ce niveau.

Le monde artistique s'implique dans le développement durable. À titre illustratif on peut citer Baba Maal, qui chaque année fait une tournée dans le nord du pays, pour la promotion du développement durable. Il en est de même du groupe NGARY LAAW qui s'investit dans l'éducation au développement durable à partir de l'entrée « EAU' » et Les frères Guissé. » dans le cadre du parc de Hann et de la baie de Hann. Des artistes plasticiens comme Viye Diba sont aussi engagés.

Pour permettre l'engagement des jeunes, on propose des campagnes de reboisement, les bois d'école, la mobilisation autour de la muraille verte, les

vacances citoyennes des étudiants, la préservation de la réserve du Boundou et du Parc Zoologique de Hann, concerts musicaux, correspondances scolaires et des projets thématiques : sur l'eau et sur l'émigration.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Le voyage de Lella, au cœur de la réserve naturelle du Boundou.
Responsable : Association Borée Conseil général Isère.
- 2) Titre : Éduquer au développement durable et à la solidarité internationale, Leçons d'expériences du projet des Alpes au Sahel.
Responsable(s) : Resacoop, consorzio ONG Piémont, Région Rhône Alpes, Région Piémont.
- 3) Titre : Production de 20 vidéos. Responsable(s) : idem

FICHE 12 : SUISSE

1) Sources

Sources: Sites de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de l'Agence Éducation 21 (site Internet) avec la collaboration du SER.

Sites Web :

<http://www.edk.ch/dyn/11926.php>,

<http://www.education21.ch/fr/home>

2) Le cadre organisationnel de la décennie

En 2007, le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), instance nationale de coordination de l'éducation, a élaboré un plan de mesures 2007–2014 pour l'éducation au développement durable (EDD) avec six offices fédéraux membres de la Conférence suisse de coordination EDD. Ce plan s'inscrit dans le cadre de la Décennie de l'ONU.

En adoptant ce plan, les membres de la Conférence suisse de coordination EDD avaient ainsi pour objectifs de soutenir par des projets communs l'intégration de l'EDD dans les futurs plans d'études régionaux, dans la formation des enseignantes et des enseignants et dans le développement de la qualité au sein des écoles. Ils veulent en outre s'engager davantage dans ce domaine sur le plan international et intégrer l'éducation au développement durable dans tous les dossiers nationaux d'éducation et de formation où elle a sa place.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) a une identité en Suisse: la fondation éducation21. Elle a été mandatée par les cantons, la Confédération et les institutions privées pour aider à la mise en œuvre et à l'ancrage de l'EDD. Elle est issue de la fusion de la Fondation Éducation et Développement (FED) et de la Fondation suisse d'Éducation pour l'Environnement (FEE) qui œuvraient jusqu'ici principalement dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de l'éducation à l'environnement. À ces thèmes de travail viennent désormais s'ajouter la santé, l'éducation citoyenne, dont les droits de l'Homme, et l'économie. éducation21 souhaite contribuer à la formation des enfants et adolescents pour affronter l'avenir dans un monde de plus en plus complexe. Pour cela, elle se base sur le développement de plans d'études qui, en intégrant l'EDD, poursuivent le même objectif.

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

En tant qu'orientation de toute la société, le développement durable a pour objectif d'intégrer tous les acteurs – et donc également l'école. Cette dernière peut contribuer à construire les compétences et les savoirs nécessaires à un développement durable.

«En tant que composante du mandat public de formation, l'EDD doit inciter à penser et agir durablement. Elle doit permettre d'évaluer les conséquences d'une décision sur la nature, sur les générations futures, sur ses contemporains et d'intégrer ces conséquences dans la décision.» (Isabelle Chassot, présidente de la CDIP).

L'EDD peut contribuer à construire les compétences et les savoirs nécessaires à un développement durable, et peut créer les conditions permettant aux élèves de traiter de l'importance et du sens de ce concept. Ils apprennent à repérer leur coresponsabilité et à élaborer les outils qui leur permettent de participer activement

et de façon constructive aux processus de négociation et d'organisation inhérents à la société.

Éducation21 veut rapprocher les cinq entrées thématiques suivantes de l'EDD pour agrandir ainsi le noyau commun (l'EDD) :

- l'éducation à la citoyenneté mondiale
- l'éducation à l'environnement
- l'éducation citoyenne incluant l'éducation aux droits humains
- la santé
- l'économie

4) Formation du personnel

Concernant la formation initiale et continue du corps enseignant, éducation21 collabore avec les hautes écoles pédagogiques et d'autres institutions de formation pour les enseignantes et enseignants. Le travail de la fondation est assuré par environ 40 collaboratrices et collaborateurs. Les équipes d'éducation21 sont interdisciplinaires et travaillent en réseau avec les acteurs de l'EDD à tous les niveaux du système éducatif et de la société civile. Le financement de la fondation est garanti par des contributions de la Confédération, des cantons et d'institutions privées, ainsi que par des fonds propres.

5) Matériel pédagogique

Le site éducation21 regroupe de nombreuses ressources pédagogiques. Dans la rubrique "enseignement", on peut retrouver des informations et outils concrets qui favorisent la pratique d'un enseignement de qualité dans le domaine de l'éducation en vue d'un développement durable :

- Moyens d'enseignement
- Films pour un seul monde
- Activités pédagogiques
- Bonnes pratiques
- Dossiers thématiques
- Soutiens financiers
- Revue ventuno

6) Pratiques innovantes

La création de l'agence éducation21 et de son site Internet constitue une innovation majeure en EDD. De plus, on retrouve sur ce site une section sur les bonnes pratiques.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Une pratique innovante a été mentionnée (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Création et site de Agence éducation 21

FICHE 13 : FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES (BELGIQUE)

1) Source

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Site Web : <http://www.federation-wallonie-bruxelles.be>

2) Le cadre organisationnel de la décennie

Aucune information fournie

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

Pour intégrer l'EDD au curriculum et aux activités des milieux scolaires, l'objectif 3 des accords de coopération signés entre les régions et la FWB précise qu'il est nécessaire de travailler à partir des référentiels inter-réseaux de compétences. C'est pourquoi un groupe de travail, mis sur pied dans la foulée des assises de ErE DD, composé d'inspecteurs, de membres de l'ASBL Réseau Idée et de la DGEO ont produit 2 documents. Le premier reprenant le cadre théorique et le second reprenant une centaine de fiches qui illustrent quelques portes d'entrée dans les référentiels inter-réseaux à destination des écoles fondamentales et secondaires.

Les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD sont :

- Relations homme-planète
 - Le développement durable
 - Stratégies
 - Agir dans la vie quotidienne
- Défis du 21^{ème} siècle

Pour chaque thématique : développement des aspects environnementaux, sociaux, économiques, pistes et solutions :

- Matières premières
- Substances dangereuses
- Énergie
- Eau
- Air
- Sol
- Biodiversité
- Climat
- Déchets
- Santé et environnements

Seules certaines ONG proposent des projets mettant à contribution des ressources du Nord et du Sud. Contacter ACODEV: www.acodev.be

4) Formation du personnel

La réforme des programmes pour la formation initiale des enseignants est en cours d'élaboration. L'EDD sera repris dans le cursus scolaire. Des formations sont organisées pour le personnel en exercice: www.cahiersdeveloppement-durable.be. Celles-ci permettent l'intégration du DD au sein des établissements scolaires.

5) Matériel pédagogique

Les écoles ne disposent pas de matériel pédagogique et didactique officiel en EDD. Seules les ASBL actives peuvent répondre à la demande des écoles. Par ailleurs, le réseau Idée www.reseau-idee.be répond à cette demande.

6) Pratiques innovantes

Aucune information fournie.

7) Description des pratiques innovantes significatives

Trois pratiques innovantes ont été mentionnées (voir fiches descriptives dans la section du rapport sur les pratiques innovantes) :

- 1) Titre : Les cahiers du développement durable. Responsable(s) : Jean-Michel Lex (initiateur) et Jasmin Jalajel (auteure principale). L'information est accessible sur Internet: www.cahiers-developpement-durable.be
- 2) Titre : L'éducation relative à l'environnement et au développement durable. Responsable(s) : Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique – Fédération Wallonie –Bruxelles. L'information est accessible sur Internet: www.enseignement.be/ere
- 3) Titre : L'environnement, c'est l'affaire de tous! Responsable(s) : Région wallonne, région bruxelloise, FWB, Réseau Idée ASBL. L'information est accessible sur Internet : www.assises-ere.be/4jours

Annexe 2 – Fiches des pratiques innovantes (34)

FICHE 1	
Titre	Campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires dans les régions du Sahel, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest avec pour thème : « Prenons soin de la planète »
Pays ou gouvernement	Burkina Faso
Responsable(s)	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
Type de réalisation	Fiche d'information et fiche pédagogique
Thème(s) traité(s)	Les changements climatiques
Niveau d'enseignement et matière	primaire et secondaire en Sciences de la vie et de la Terre et en Géographie
Brève description	L'opération « prenons soin de la planète » est une occasion unique de mieux connaître les causes et les conséquences potentielles des changements climatiques à travers une approche à la fois scientifiques, éthique et artistique.
Mots-clés	Matériel pédagogique, Campagne de sensibilisation, Changement climatique

FICHE 2

Titre	Opération « prenons soin de la planète » adressée aux jeunes du primaire et du secondaire des pays sur les changements climatiques
Pays ou gouvernement	Burkina Faso
Responsable(s)	Ministère de l'Environnement et du Développement durable
Type de réalisation	Évènement (conférence sur les changements climatiques des jeunes scolaires du monde entier au Brésil en 2010)
Thème(s) traité(s)	Les changements climatiques
Niveau d'enseignement et matière	Primaire et secondaire en Sciences de la vie et de la Terre et en Géographie
Brève description	Permettre aux jeunes de s'engager à l'égard des changements climatiques. Information accessible sur le site de la Conférence au Brésil : http://www.mondepluriel.org/prenons-soin-de-la-planete
Mots-clés	Évènement, Changement climatique, Engagement des jeunes

FICHE 3

Titre	Introduction des Technologies de l'information et Communication à l'École (TICE)
Pays ou gouvernement	Côte d'Ivoire
Responsable(s)	Direction de la Pédagogie et de la Formation continue (DPFC)
Type de réalisation	Programme, guides pédagogiques et fiches pédagogiques
Thème(s) traité(s)	Technologie de l'Information, Traitement de l'Information numérique, Internet et Information
Niveau d'enseignement et matière	De la maternelle à la 3 ^e
Brève description	Connaissance du micro-ordinateur, manipulation du micro-ordinateur, traitement d'information numérique et communication via internet.
Mots-clés	Matériel pédagogique, TIC

FICHE 4

Titre	Éducation aux Droits de l'homme et à la Citoyenneté (EDHC)
Pays ou gouvernement	Côte d'Ivoire
Responsable(s)	Direction de la Pédagogie et de la Formation continue (DPFC)
Type de réalisation	Manuels scolaires produits par la DPFC, guides et programmes pédagogiques, fiches pédagogiques.
Thème(s) traité(s)	Environnement, pauvreté, surpopulation, respect des lois et reproduction
Niveau d'enseignement et matière	De la maternelle à la 3 ^e
Brève description	Donner un enseignement en vue de favoriser la qualité de vie chez l'apprenant. Imprégner l'apprenant des réalités socioéconomiques de son pays.
Mots-clés	Matériel pédagogique, Droits humains, Environnement, Pauvreté

FICHE 5

Titre	Initiative francophone de formation à distance des maîtres (IFADEM)
Pays ou gouvernement	Côte d'Ivoire
Responsable(s)	Direction de la Pédagogie et de la Formation continue (DPFC)
Type de réalisation	Création d'un espace numérique, formation des formateurs en France
Thème(s) traité(s)	Initiation à l'informatique et à Internet, recherche et production des ressources pédagogiques numériques, mise en ligne des ressources pédagogiques numériques
Niveau d'enseignement et matière	Primaire et secondaire
Brève description	Nouveaux supports d'autoformation pour les instituteurs en activité, destinés à relever le niveau de formation et de professionnalisation des enseignants en Français. Favoriser la production et la distribution d'outils pédagogiques.
Mots-clés	TIC, Formation des maîtres, Autoformation

FICHE 6

Titre	Introduction des nouvelles matières (l'Éducation sur l'Entrepreneuriat)
Pays ou gouvernement	République de Maurice
Responsable(s)	Directrice de Curriculum (Développement & Évaluation)
Type de réalisation	Livre
Thème(s) traité(s)	Les catégories d'entreprises et l'esprit d'entrepreneuriat
Niveau d'enseignement et matière	Première année du secondaire
Brève description	Activité pédagogique et visites des entreprises modèles de développement économique d'une façon durable
Mots-clés	Curriculum, Entrepreneuriat, Matériel pédagogique

FICHE 7

Titre	Projet Sankoré
Pays ou gouvernement	République de Maurice
Responsable(s)	Directeur responsable de la numérisation des écoles et son équipe en collaboration avec l'institution MIE
Type de réalisation	Projecteurs interactifs, ordinateurs portables et matériaux éducatifs numérisés
Thème(s) traité(s)	Le temps, les catastrophes naturelles, l'environnement, etc. inclus dans toutes les matières enseignées à l'école primaire
Niveau d'enseignement et matière	Standards IV & V et toutes les matières enseignées à l'école primaire
Brève description	Classes interactives utilisant les équipements et matériaux sus mentionnés. Information accessible sur Internet: http://ministry-education.gov.mu
Mots-clés	Réseautage, TIC

FICHE 8

Titre	Green School Project
Pays ou gouvernement	Maurice
Responsable(s)	Projet Maurice Île durable – Ministère de l'Environnement et du Développement national
Type de réalisation	Campagne de mobilisation et programme de certification
Thème(s) traité(s)	Qualité de l'eau, équipement sanitaire, conservation de l'énergie, gestion des déchets, etc.
Niveau d'enseignement et matière	Primaire et secondaire
Brève description	Voir le document EDUCATION Vers l'Innovation et la Modernité Réalisations (2005-2010) page 3 sur EDUCATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE. Source : http://www.gov.mu/portal/sites/nsp/popular/environment.htm#GreenSchoolProject
Mots-clés	Campagne de sensibilisation et de mobilisation, certification

FICHE 9

Titre	Réseau EDD et Charte EDD
Pays ou gouvernement	Luxembourg
Responsable(s)	Comité interministériel pour l'EDD
Type de réalisation	Tables rondes et charte
Thème(s) traité(s)	Conception commune de l'EDD / consensus des organismes actifs dans le milieu éducatif
Niveau d'enseignement et matière	Tous niveaux
Brève description	Processus participatif cherchant un consensus conceptuel pour la bonne pratique de l'EDD, les méthodes et l'assurance de la qualité. Signature d'une charte commune engageant la responsabilité des organismes concernés. Information accessible sur Internet: http://edd.cercle.lu/files/2012/10/RecueilED_Charte_05.pdf
Mots-clés	Réseautage, Campagne de sensibilisation et de mobilisation

FICHE 10

Titre	BNE.lu
Pays ou gouvernement	Luxembourg
Responsable(s)	Comité interministériel pour l'EDD
Type de réalisation	Site Internet et brochures
Thème(s) traité(s)	Offres scolaire et extrascolaire EDD
Niveau d'enseignement et matière	Tous niveaux
Brève description	Banque de données nationales (en construction) regroupant toutes les offres des organisations gouvernementales et non gouvernementales signataires de la charte EDD. Information accessible sur Internet : www.BNE.lu .
Mots-clés	TIC, Réseautage, Site internet

FICHE 11

Titre	Établissements Vert Brundtland (EVB)
Pays ou gouvernement	Québec
Responsable(s)	Centrale des syndicats du Québec (en collaboration avec des partenaires, dont RECYC-QUÉBEC)
Type de réalisation	Certification
Thème(s) traité(s)	Écologie, pacifisme, solidarité, démocratie
Niveau d'enseignement et matière	Primaire et secondaire
Brève description	<p>Le réseau EVB compte maintenant plus de 1 400 établissements inscrits depuis sa création en 1993. Dans un EVB, on réfléchit, on instruit, on éduque et on agit en fonction des valeurs pour une société plus écologique, plus pacifique, plus solidaire et plus démocratique. On valorise l'engagement des jeunes et des adultes en faisant connaître et reconnaître socialement leurs réalisations et leurs actions. Information sur www.evb.csq.qc.net/accueil/</p>
Mots-clés	Réseautage, Engagement des jeunes, Engagement des établissements

FICHE 12

Titre	Colloque en écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec
Pays ou gouvernement	Québec
Responsable(s)	L'Association québécoise pour l'éducation relative à l'environnement
Type de réalisation	Évènement
Thème(s) traité(s)	Gestion du développement durable et Éducation pour le développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Primaire, secondaire, collégial et universitaire
Brève description	<p>Au total, une trentaine de présentations étaient proposées lors des deux journées de l'évènement qui s'est tenu en mai 2012. Ces présentations ont porté sur la gestion du développement durable et sur l'éducation relative à l'environnement et au développement durable. Le colloque a rassemblé des délégués des commissions scolaires, des cégeps et des universités. Il a constitué une occasion de partager des expériences, d'échanger sur les réalités des différents milieux et de transférer l'expertise. Information : http://www.aqpere.qc.ca/EcoD/index.htm</p>
Mots-clés	Évènement, Réseautage

FICHE 13

Titre	École communautaire entrepreneuriale Blanche-Bourgeois
Pays ou gouvernement	Nouveau-Brunswick (Canada)
Responsable(s)	Rachel Schofield et Serge Larochelle (École communautaire Blanche-Bourgeois, Cocagne NB) + Maxime Gauvin (coordonnateur des écoles communautaires entrepreneuriales au District scolaire francophone sud, DSFS)
Type de réalisation	Projet pédagogique et communautaire
Thème(s) traité(s)	Écologie, Entrepreneuriat, Développement communautaire, Développement durable, Économie sociale, Développement de compétences durables
Niveau d'enseignement et matière	De la maternelle à la 8 ^e année
Brève description	Projets de pépinière communautaire, de compostage et de récupération d'eau avec les élèves de l'école communautaire entrepreneuriale Blanche-Bourgeois. Ces initiatives sont en lien direct avec le projet de Cuisine communautaire de l'école Blanche - Bourgeois, devenue une coopérative communautaire (6 écoles environnantes) depuis 2013. Information : http://ecole.district1.nbed.nb.ca/ecole-blanche-bourgeois
Mots-clés	Entrepreneuriat, Projet pédagogique

FICHE 14

Titre	E3D
Pays ou gouvernement	France
Responsable(s)	Ministère/DGESCO/IGEN
Type de réalisation	Les démarches globales de développement durable des écoles et des établissements scolaires engagés dans un projet de développement durable fondé sur la mise en œuvre d'un projet établissant une continuité entre les enseignements, la vie scolaire, la gestion et la maintenance de la structure scolaire tout en s'ouvrant sur l'extérieur par le partenariat.
Thème(s) traité(s)	Environnement, cohésion sociale, économie, culture
Niveau d'enseignement et matière	Tous les niveaux
Brève description	Voir « Type de réalisation »
Mots-clés	Campagne de mobilisation et de sensibilisation

FICHE 15

Titre	Projets académiques
Pays ou gouvernement	France
Responsable(s)	Coordonnateurs académiques de l'éducation au développement durable.
Type de réalisation	Mobilisation de plusieurs établissements autour d'un même thème de DD. Exemple : l'éducation au développement et à la solidarité internationale dans l'académie de Besançon ou de Grenoble
Thème(s) traité(s)	Divers
Niveau d'enseignement et matière	Tous les niveaux
Brève description	Voir « Type de réalisation »
Mots-clés	Campagne de mobilisation, Projet école

FICHE 16

Titre	Science et biodiversité : Vigie Nature École
Pays ou gouvernement	France
Responsable(s)	Comité de pilotage MEN / CRDP de Paris / muséum national d'histoire naturelle / Nature parif
Type de réalisation	Programme d'observation
Thème(s) traité(s)	Biodiversité et sciences participatives
Niveau d'enseignement et matière	Tous les niveaux
Brève description	<p>Depuis une dizaine d'années les programmes de science participative dédiés au suivi de la biodiversité connaissent un essor marqué en France et à l'étranger. Ces programmes, fondés sur la participation d'un public bénévole à la récolte de données sur la biodiversité, permettent aux scientifiques d'avoir accès à une grande quantité de données qui n'auraient pas été disponibles autrement. Les protocoles d'observation établis par les scientifiques sont conçus de façon suffisamment simple pour que n'importe qui, sans connaissances naturalistes préalables, puisse y participer.</p> <p>C'est à partir d'échanges entre le MNHN et le Ministère de l'Éducation Nationale que le projet « Vigie Nature Scolaire2 » a vu le jour. Dans la perspective de renforcer l'enseignement des sciences, et de la généralisation de l'éducation au développement durable le ministère a pressenti la pertinence d'introduire le programme Vigie Nature dans le plan "Sciences". Déclinaison scolaire d'une action de science collaborative ouverte proposée par le Muséum national d'histoire naturelle, Vigie nature école permet à des classes de participer à la récolte de données sur la biodiversité utile à la recherche scientifique. La mise en œuvre repose sur le partenariat entre le Muséum, le CRDP de Paris, l'association Natureparif, le Ministère de l'Éducation nationale et la fondation d'entreprise GDF-SUEZ. Développée initialement en région parisienne, cette action a vocation à s'étendre sur l'ensemble du territoire.</p> <p>L'opération est portée par le CRDP de Paris dans les trois académies d'Ile-de-France et dans l'académie de Rennes.</p> <p>Information : www.vigienature-ecole.fr</p>
Mots-clés	Programme d'observation, Science, Biodiversité

FICHE 17

Titre	Le voyage de Lella, au cœur de la réserve naturelle du Boundou
Pays ou gouvernement	Sénégal
Responsable(s)	Association Borée Conseil général Isère
Type de réalisation	Livre
Thème(s) traité(s)	Découverte des ressources naturelles de la réserve du Boundou et la vie au quotidien
Niveau d'enseignement et matière	Élémentaire
Brève description	Présentation de la faune et de la flore, l'eau, les déchets, l'habitat, la vie quotidienne, l'école
Mots-clés	Matériel pédagogique, Ressources naturelles, Livre

FICHE 18

Titre	Éduquer au développement durable et à la solidarité internationale, leçons d'expériences du projet des Alpes au Sahel
Pays ou gouvernement	Sénégal
Responsable(s)	Resacoop, Consorzio ONG Piémont, Région Rhône Alpes, Région Piémont
Type de réalisation	Brochure
Thème(s) traité(s)	Capitalisation expériences d'éducation au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Tous les niveaux
Brève description	Pourquoi éduquer au développement durable? Points de vue du Sud et du Nord sur l'EDD. La Co construction de parcours éducatifs dans l'EDD et la Solidarité internationale. Que faut-il évaluer et comment en EDD et à la solidarité internationale. Information : http://www.londootiloo.org
Mots-clés	Réseautage, Mobilisation

FICHE 19

Titre	Production de 20 vidéos
Pays ou gouvernement	Sénégal
Responsable(s)	Resacoop, Consorzio ONG Piémont, Région Rhône Alpes, Région Piémont
Type de réalisation	Vidéo
Thème(s) traité(s)	<ul style="list-style-type: none"> • Se nourrir/Qu'est-ce qu'on mange? • Nourrir les hommes : D'où vient ce que l'on mange? • Protéger la nature : Qu'est-ce que la nature pour toi? • Cohabiter : Loup éléphant, éleveur agriculteur • Aller à l'école se déplacer, Comment vas-tu à l'école? • Habiter : Et demain où vivras-tu? • Être solidaire : Qu'est-ce que la solidarité?-protéger et exploiter la forêt • Cohabiter, conflit Homme nature • Recyclage du plastique au Burkina Faso • Au collège de Wodobéré
Niveau d'enseignement et matière	Élémentaire, moyen et secondaire
Brève description	Voir thèmes traités. Information : www. londootiloo.org
Mots-clés	Vidéos, Mobilisation, Sensibilisation

FICHE 20

Titre	Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (cahiers d'activité)
Pays ou gouvernement	Mali
Responsable(s)	Direction Nationale de la Pédagogie (DNP)
Type de réalisation	Les cahiers d'activité en classe de 1 ^{ère} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e années de l'école fondamentale
Thème(s) traité(s)	Éducation environnementale
Niveau d'enseignement et matière	Éducation environnementale en classe de 1 ^{ère} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e années 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e années de l'école fondamentale.
Brève description	Concepts environnementaux, la lutte contre la sécheresse, la désertification, la pollution et les nuisances, etc.
Mots-clés	Matériel pédagogique, Environnement, Activités pédagogiques

FICHE 21

Titre	Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (Manuels et guides du maître)
Pays ou gouvernement	Mali
Responsable(s)	Direction Nationale de la Pédagogie (DNP)
Type de réalisation	Manuels et guides du maître en éducation environnementale des classes de 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e années.
Thème(s) traité(s)	Éducation environnementale
Niveau d'enseignement et matière	Classes de 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e années.
Brève description	la lutte contre la sécheresse, la désertification, les pollutions et les nuisances, la gestion de l'énergie domestique, la gestion des ordures et des eaux usées, les changements climatiques, l'éducation à l'environnement et au développement durable, etc.
Mots-clés	Matériel pédagogique, environnement, Guide, Manuel

FICHE 22

Titre	Introduction de l'EDD dans les programmes officiels des enseignements fondamental et secondaire (Recueils des techniques et pratiques)
Pays ou gouvernement	Mali
Responsable(s)	Direction Nationale de la Pédagogie (DNP)
Type de réalisation	Recueils des techniques et pratiques de pédagogie active
Thème(s) traité(s)	La lutte contre la sécheresse, la désertification, les pollutions et les nuisances, la gestion de l'énergie domestique, la gestion des ordures et des eaux usées, les changements climatiques, l'éducation à l'environnement et au développement durable, etc.
Niveau d'enseignement et matière	Éducation environnementale en classes de 1 ^{ère} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e années. Années de l'école fondamentale.
Brève description	Les formes d'intégration : totale, partielle et par adjonction.
Mots-clés	Matériel pédagogique, Recueil pratique, Engagement

FICHE 23

Titre	Les cahiers du développement durable
Pays ou gouvernement	Fédération Wallonie Bruxelles (Belgique)
Responsable(s)	Jean-Michel Lex (initiateur) et Jasmin Jalajel (auteure principale)
Type de réalisation	4 cahiers (vivre- entreprendre-travailler-outils)
Thème(s) traité(s)	Le développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Secondaire technique et professionnel (interdisciplinarité)
Brève description	Intégrer le développement durable dans un projet d'école. Information : http://www.cahiers-développement-durable.be
Mots-clés	Matériel pédagogique, Cahier pédagogique

FICHE 24

Titre	L'éducation relative à l'environnement et au développement durable
Pays ou gouvernement	Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique)
Responsable(s)	Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique – Fédération Wallonie -Bruxelles
Type de réalisation	Brochure et fiches pédagogiques
Thème(s) traité(s)	Éducation relative à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Fondamental et secondaire
Brève description	Au terme d'un processus participatif, mise en place des dispositifs de soutien et de renforcement de l'ErEDD dans les écoles. Identifier les portes d'entrée dans les référentiels inter-réseaux de compétences. Information : http://www.enseignement.be/ere (fin novembre 2013)
Mots-clés	Réseautage, Matériel pédagogique, Brochure

FICHE 25

Titre	L'environnement, c'est l'affaire de tous!
Pays ou gouvernement	Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique)
Responsable(s)	Région wallonne, région bruxelloise, FWB, Réseau Idée ASBL
Type de réalisation	Évènement- 4 journées
Thème(s) traité(s)	Éducation relative à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Tous niveaux - interdisciplinarité
Brève description	Réunir les acteurs concernés par l'ErE DD de l'école, du système scolaire ainsi que les partenaires extérieurs afin de renforcer les échanges et établir les ponts entre eux. Susciter le décloisonnement, le travail en interdisciplinarité et l'approche systémique. Valoriser les dynamiques existantes et à venir, de l'enseignant dans sa classe jusqu'au projet d'école. Montrer que l'ErE DD est une opportunité de travailler ensemble. Information : www.assises-ere.be/4jours
Mots-clés	Environnement, Évènement, Réseautage

FICHE 26

Titre	Création de l'Agence et du site éducation21
Pays ou gouvernement	Suisse
Responsable(s)	Agence éducation21
Type de réalisation	Site Internet, matériel pédagogique, formation du personnel, événements
Thème(s) traité(s)	L'éducation à la citoyenneté mondiale, l'éducation à l'environnement, l'éducation citoyenne incluant l'éducation aux droits humains, la santé, l'économie.
Niveau d'enseignement et matière	École obligatoire et secondaire 2
Brève description	Assurer la promotion et l'intégration de l'EDD dans les écoles en offrant des ressources pertinentes.
Mots-clés	Réseautage, Matériel pédagogique, Droits humains, Environnement, citoyenneté, Pauvreté

FICHE 27

Titre	Éduquer pour s'adapter aux changements climatiques!
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre –Maroc- AESVT
Type de réalisation	Exposition interactive avec des manipulations et des jeux
Thème(s) traité(s)	Les changements climatiques
Niveau d'enseignement et matière	Fin primaire, collège, lycée : sciences de la Vie et de la Terre, la géographie, communication (jeux de rôles)
Brève description	<p>Le projet a été fait de façon à faire bénéficier 8 régions au Maroc. L'équipe du projet a produit les outils. Lancé une formation nationale pour la formation des coordinateurs régionaux de l'exposition. Cette formation a été démultipliée 8 fois. Des séances d'inauguration officielle avec les responsables pour valoriser l'exposition et la médiatiser. À chaque fois, plus de 1200 visiteurs pendant une durée de un mois. Cette exposition a permis d'équiper les 8 centres d'éducation à l'environnement qui continuent à utiliser cet outil unique en langue arabe (plus de 18000 visiteurs) pour animer le module CC.</p> <p>Information disponible : www.aesvt-maroc.org</p>
Mots-clés	Exposition, Matériel pédagogique, Changements climatiques, Régions

FICHE 28

Titre	Badra : renforcement des capacités des cadres et des centres d'éducation à l'environnement au Maroc
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre –Maroc- AESVT et partenaires : IVN pays Bas, Ministère des affaires étrangères, NL
Type de réalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Formation sur la mobilisation • Formation sur les centres d'éductions à l'environnement en échange aux Pays Bas • Formation sur la stratégie éducative • Formation sur l'approche territoriale • Réalisation d'un inventaire sur la mobilisation • Réalisation 3 fascicules; mobilisation des volontaires, stratégies éducatives, approches territoriales • Affiches, dépliants, des centres • Expositions : sur l'eau, les déchets solides • Réalisation de visite de suivi • Animation dans les centres au service des élèves et du grand public
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Les cadres de l'AESVT en premier lieu
Brève description	La mobilisation des volontaires, stratégie éducative des centres d'éducation à l'environnement, approche territoriale, renforcement des capacités des cadres de l'AESVT en méthodologie de mise en place de stratégie de travail dans les antennes Information disponible : www.aesvt-maroc.org
Mots-clés	Formation multiplicateurs

FICHE 29

Titre	Organisation du Forum Planèt'ERE
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre –Maroc- AESVT
Type de réalisation	Conférences, tables-rondes – sorties – débats dans 8 villes du Maroc
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Personnes engagées en ERE
Brève description	Le Forum Planèt'ERE qui se tient aux 4 ans, a eu lieu au Maroc en 2013.
Mots-clés	Formation multiplicateurs

FICHE 30

Titre	Formation des directeurs des établissements scolaires
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	AREF Casablanca
Type de réalisation	Formation avec des volets pratiques et théoriques Diagnostic environnemental des écoles Projet d'écoles sur l'EDD La communication Le changement
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Formation des cadres
Brève description	Diagnostic des besoins à partir du bilan de l'EDD dans l'AREF CASA Réalisation d'une formation et l'institutionnalisation de cette formation dans l'AREF du Grand-Casablanca Diversité des approches (active, interrogative ,) Cette formation est actuellement institutionnalisée dans l'Académie Régionale de Grand Casablanca : formation de 54 directeurs en 2013, 64 participants pour 2014.
Mots-clés	Formation des cadres

FICHE 31

Titre	Programme national de réhabilitation des écoles rurales
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Ministère de l'Environnement et partenaires : ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Intérieur
Type de réalisation	Réhabilitation des écoles rurales : eau potable, sanitaires Formation nationale, régionale et provinciale des encadrants des clubs d'environnement Équipement des clubs d'environnement
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Enseignants du primaire
Brève description	Diagnostic des écoles Plan de réhabilitation et réalisation des travaux, Réunions régionales Formation en EDD Création et équipement des clubs d'environnement
Mots-clés	Formation enseignants, clubs environnement, eau potable, sanitaires

FICHE 32

Titre	Programmes éducatifs de la SPANA
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre –Maroc- AESVT
Type de réalisation	Exposition interactive Formation Visite de site Bus itinérant avec expo sur la biodiversité
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Enseignants, élèves, grand public
Brève description	8 centres d'éducation à l'environnement Formation des enseignants Animation pour les groupes d'élèves et le grand- public Information disponible : www.spana.org.ma
Mots-clés	Formation des enseignants, Exposition

FICHE 33

Titre	Programme des éco-écoles
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement et ministère de l'Éducation nationale
Type de réalisation	Création Formation Suivi Labellisation
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Enseignants du primaire
Brève description	Diagnostic des écoles Mise en place du programme avec une méthodologie participative de 7 étapes Formation en EDD Suivi Évaluation Information disponible : www.ecoecoies.org.ma
Mots-clés	Labellisation école, Formation

FICHE 34

Titre	Programme des jeunes reporters pour l'environnement
Pays ou gouvernement	Maroc
Responsable(s)	Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement et ministère de l'Éducation nationale
Type de réalisation	Lancement concours Réalisation de jury Évaluation
Thème(s) traité(s)	Éducation à l'environnement et au développement durable
Niveau d'enseignement et matière	Enseignants du collège et lycée et élèves
Brève description	Réalisation de reportages sur des thèmes de l'environnement Réalisation des photos Information disponible : www.jeunesreporters.org.ma
Mots-clés	Concours, Médias

Annexe 3 – Tableau synthèse des réponses des pays

PAYS	Comité national Décennie	Comité ONG	Plan d'action DEDD	Stratégie nationale	Collaboration UNESCO	Liens EPT, OM et DEDD	Intégration Programme	Coopération Nord Sud	Formation initiale Maîtres	Formation continue Maîtres	Matériel pédagogique	Prati-ques innovantes
Burkina Faso	Oui	Oui, inclus dans comité national	Oui	Oui	Oui	Pas explicitement	Oui	Non mentionné	Oui	Oui, diffusion de guides	Oui, programme et guides	Oui
Côte d'Ivoire	Non	Non	Non	Non	Non	Non mentionné	Oui	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné	Oui
France	Oui	Jusqu'en 2008	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Liban	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui, modules	Non	Oui	Non	Oui, mise à jour requise	Non
Luxembourg	Oui, comité ministériel	Non	Oui	Oui	Non mentionné	Oui	Oui, en cours	Non, sauf au niveau des écoles	Oui	Oui	Oui, mais insuffisance matériel francophone	Oui
Nouveau-Brunswick-Canada	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non mentionné	Non mentionné	Oui, mais toujours un défi	Oui, mais insuffisance matériel francophone	Oui
Mali	Oui	Non	Non, contexte de crise	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui, guides et cahiers	Oui
Maroc	Non	Oui	Oui, par ONG	Par projet	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Maurice	Non, mais un comité Maurice, Ile durable	Oui, un groupe de travail éducation	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Québec-Canada	Non, mais coordination pan-canadienne	Non	Pas de plan spécifique Décennie	Oui	Non mais participations aux Écoles associées de l'UNESCO	Non	Oui	Non, sauf au niveau des écoles	Oui	Oui, localement	Oui, guide en élaboration	Oui
Sénégal	Non	Groupe informel et association société civile	Non	Oui	Oui	Oui, implicitement	Oui	Oui	Oui, de façon parcellaire	Non	Oui	Oui
Suisse	Oui, comité ministériel	Création de l'agence éducation21	Oui, Plan 2007-2014	Oui	Non mentionné	Oui	Oui	Non mentionné	Oui	Oui	Oui	Oui
Wallonie-Bruxelles	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné	Non mentionné	Non	Oui	Oui	Oui, réforme en cours	Oui	Pas de matériel officiel mais offre des associations	Oui

Annexe 4 – Grilles d'enquête

Bilan francophone de la décennie de l'éducation en vue du développement durable

Enquête



Nous vous demandons de répondre à cette enquête de façon concise et factuelle. Cette enquête est réalisée avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie.

1) Identification

- Pays :

- Responsable de la soumission du rapport :

- Nom :

SIGNATURE : _____ DATE : | |

- Nom complet de l'institution : _____

- Adresse postale : _____

- Téléphone : _____

- Fax : _____

- E-mail du responsable : _____

- Site Web : _____

- Autre personne à contacter (le cas échéant) au sujet du rapport national :

-
- Quels organismes ont participé ou contribué à l'établissement des réponses au présent questionnaire ?

2) Le cadre organisationnel de la décennie

- A-t-on mis sur pied un comité national de pilotage de la Décennie pour l'Éducation au service du développement durable (EDD) ? Si oui, précisez sa composition. Y a-t-il des ONG qui participent à ce comité ? Les syndicats de l'enseignement y sont-ils associés ?

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
- A-t-on adopté un programme ou un plan d'action national pour la Décennie de l'EDD ? Si oui, énoncez les grandes lignes du programme ou du plan d'action.

- Quel type de coordination existe-t-il au sein de l'appareil gouvernemental entre l'EDD et les politiques nationales en matière de développement durable ?

- Existe-t-il des collaborations avec des institutions de l'UNESCO dans le cadre des activités nationales reliées à la Décennie de l'EDD ?

3) Le contenu de l'éducation au développement durable

- Quels liens sont faits entre l'EDD, les objectifs d'EPT et les Objectifs du Millénaire ?

- Quelles sont les mesures qui ont été prises pour intégrer l'EDD au curriculum et aux activités des milieux scolaires ?

- Quels sont les thèmes privilégiés dans le développement de l'EDD ?

- Existe-t-il des projets en EDD mettant à contribution des ressources du Nord et du Sud ?

4) Formation du personnel

- Comment l'EDD est-elle intégrée à la formation des maîtres ?

- Y a-t-il un programme de formation en EDD pour le personnel en exercice ?

5) Matériel pédagogique

- Décrivez brièvement la situation du matériel pédagogique et didactique en EDD qui est disponible :

6) Pratiques innovantes

- Existe-t-il une collaboration avec les médias et les entreprises privées dans le cadre de la Décennie de l'EDD ?

- Quel type d'engagement est-il offert aux jeunes à l'intérieur et hors du milieu scolaire en suivi aux efforts en EDD ?

7) Description des pratiques innovantes significatives

Nous vous demandons de nous fournir des informations concernant les pratiques et les réalisations innovantes les plus significatives dans votre pays en éducation au développement durable. Cette information est importante pour nous. Vous pouvez remplir autant de fiches que vous jugerez pertinentes.

S'il vous plait, remplir une fiche par initiative (formation, journée thématique, outil pédagogique, fiche d'information, programme d'action, etc.).

Référence 1

- Titre : _____
- Responsable(s) : _____

- Type (événement, livre, programme, brochure, fiche d'information, fiche pédagogique, etc.)

- Thème traité : _____
- Niveau d'enseignement et matière : _____

- Brève description (contenu et approche) :

- Si l'information est accessible sur Internet, précisez l'adresse :

Référence 2

- Titre : _____

- Responsable(s) : _____

- Type (événement, livre, programme, brochure, fiche d'information, fiche pédagogique, etc.) :

-
- Thème traité :

-
- Niveau d'enseignement et matière :

- Brève description (contenu et approche) :

- Si l'information est accessible sur Internet, précisez l'adresse :

Référence 3

- Titre : _____

- Responsable(s) : _____

- Type (événement, livre, programme, brochure, fiche d'information, fiche pédagogique, etc.) :

-
- Thème traité :

- Niveau d'enseignement et matière :

- Brève description (contenu et approche) :

- Si l'information est accessible sur Internet, précisez l'adresse :

Transmettre le questionnaire rempli à :

cpayeur@fondationmf.ca et lgingras@confemen.org.

Merci de votre collaboration !

SIGLES

ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AEFO : Association des enseignantes et enseignants francophones de l'Ontario
AESVT : Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre, Maroc
AREF : Académie régionale d'éducation et de formation
CFEEDD : Collectif Français pour l'Éducation à l'environnement vers un développement durable
CONFEMEN : Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
CSFEF : Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation
CSQ : Centrale des syndicats du Québec
DEDD : Décennie de l'éducation au développement durable
EDD : Éducation au développement durable
FESEN : Fédération des Syndicats de l'Éducation nationale
FETRASSIC : Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture
FSE SPIRU HARET : Federatie sindicatelor din educatie - Roumanie
IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
IFDD : Institut francophone du développement durable (anciennement IEPF)
OIF : Organisation internationale de la Francophonie
SER : Syndicat des enseignants romands
SNEAB : Syndicat National des Enseignants du Burkina
SNEC : Syndicat national de l'Éducation et de la Culture
SNE-FDT : Syndicat national de l'enseignement
SNELL- CNTS : Syndicat national de l'Enseignement Élémentaire - Confédération nationale des travailleurs du Sénégal
SNEPPCI : Syndicat national de l'Enseignement primaire public de Côte d'Ivoire
SNESS : Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur
SNUIPP : Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc (FSU-France)
SYECO : Syndicat des enseignants du Congo
SYNESCI : Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire
UNESCO : Organisation des Nations unies pour la coopération et le développement